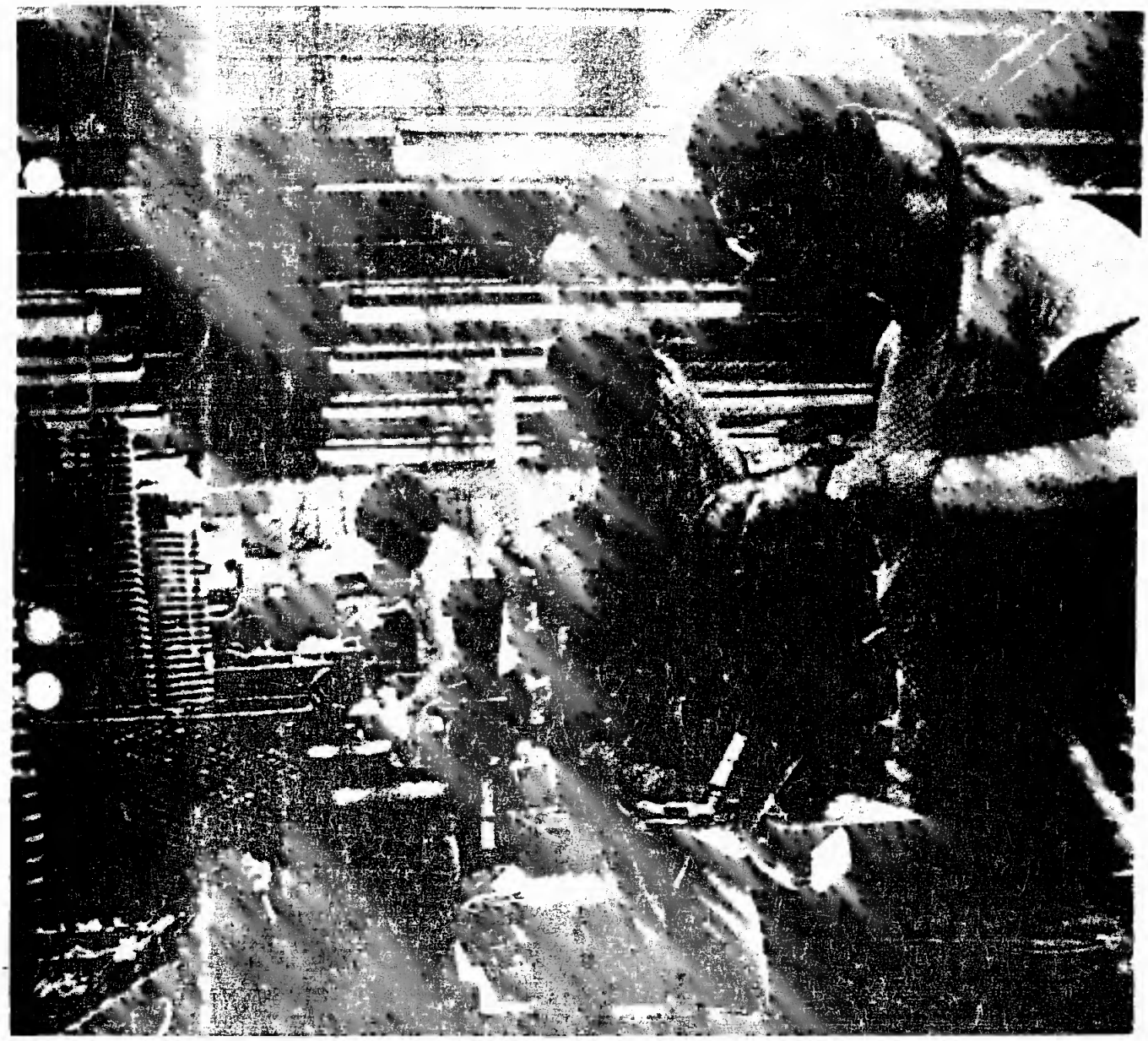
n: 8

USA CHANGING REALITY



" Ce qui arrive , c'est que les vieilles idées et les axiomes sur lesquels reposaient autrefois la légitimité , l'autorité et la confiance de nos grandes institutions s'effacent rapidement . Ils s'estompent en face d'une réalité changeante et sont remplacés par des idées différentes et des axiomes différents qui sont, pour l'instant , mal définis , contradictoires et choquants."
(Professeur George Cabot Lodge - Harvard School of Business)

A V E R T I S S E M E N T

:-:-:-:-:-:-:-:-:

Ce recueil de notes et de textes n'est pas une analyse (cela viendra plus tard) mais seulement des matériaux d'analyse . Il est composé d'une moisson d'impressions , d'informations et de textes recueillis pour l'essentiel au cours d'un voyage de quelques camarades à travers les USA l'été dernier .
Ce n'est aussi que le début de la publication de traductions d'autres textes américains car nous avons appris que nous mêmes et tout le monde connaissions bien peu de choses sur les luttes aux USA .

ECHANGES - janvier 1977

La photo de la couverture montre des ouvriers au travail dans l'usine Dodge (Chrysler) de Warren (Ohio) et est empruntée à une brochure de Black and Red

S O M M A I R E

SUR LES ETATS - UNIS
LA GREVE SAUVAGE DE WESTINGHOUSE
LES LUTTES DANS LES MINES DE CHARBON
AUTOUR DE L'AUTOMATISATION DANS LA PRESSE
FARM-WORKERS : NOTES SUR LA LUTTE DES OUVRIERS AGRICOLES
PROBLEMES DES SYNDICATS AUX USA
L'UTILISATION DES "CITIZEN BAND RADIOS "
ET LA GREVE DES CAMIONNEURS
LA VIOLENCE A DETROIT
LES ETATS -UNIS EN QUESTION (notes critiques des Temps Modernes)
QUELQUES GROUPES ET ADRESSES AUX USA

Au prix de quelques imperfections matérielles , nous avons pensé donner à ce numéro spécial d'ECHANGES une diffusion plus large . C'est pourquoi , contrairement aux autres bulletins uniquement à usage interne , ce numéro 8 est exceptionnellement vendu en public .

SUR LES ETATS-UNIS

Landsat : l'oeil le plus rentable du monde.(1)

C'est bien ce qu'a fait la Nasa. Il y a quatre ans, elle a lancé le satellite Landsat 1, équipé d'un " scanner " multispectral (MSS). Ce satellite balaie toute la surface de la Terre en dix-huit jours (moins les zones nuageuses..

.... Les données recueillies par Landsat sont infiniment supérieures à celles que peut donner la photographie classique : le scanner "observe" toute la surface de la Terre avec une précision qui lui permet d'isoler des points distants de 80 mètres. Sensible à deux bandes d'infrarouge, il peut aussi apprécier la chaleur et l'humidité, ce qui suffit pour discerner, par exemple, la nature de la végétation, le degré d'avancement des cultures et donc prévoir l'abondance des récoltes. On dispose ainsi en permanence de cartes des zones agricoles, chaque culture étant affectée d'une couleur particulière suivant sa "signature spectrale". Bien plus, d'un passage à l'autre, Landsat peut suivre l'évolution de telle ou telle culture.

En rendant possible l'estimation des récoltes dans le monde entier, même dans les pays qui conservent le plus jalousement leurs données, comme l'URSS et la Chine, Landsat a profondément modifié les données de l'agriculture mondiale, et renforcé l' "agripower" américain. Chaque vendredi, à 15 heures, au département d'Etat à l'Agriculture, une conférence fait le point sur les prévisions de récoltes mondiales.

Les "retombées financières" sont énormes. Grâce à ces données, l'agriculture américaine, pour une seule céréales, le blé, aurait réalisé un bénéfice annuel de 325 millions de dollars. Pour l'ensemble des céréales, le bénéfice atteindrait 600 millions. Mieux encore : l'intervention de Landsat permet d'agir non plus seulement sur la commercialisation des récoltes, mais sur la production elle-même. Quand les perspectives sont mauvaises dans l'hémisphère sud les producteurs de l'hémisphère nord peuvent, grâce au décalage des saisons, augmenter leurs emblavements.

Aux Etats-Unis, l'économie a atteint un degré d'achèvement inégalé. L'avance scientifique et technologique, corolaire du développement économique crée de nouvelles techniques de rationalisation du processus de production/consommation qui défont et refont les modes de vie imposés.

Mais il s'avère qu'aujourd'hui, cette emprise totalitaire sur l'espace et le temps provoque des résistances, des refus individuels et collectifs, et que les miettes de la richesse scientifique, distribuées sous forme d'objets de consommation, commencent à devenir les armes de ce refus.

Les Etats-Unis exportent vers l'Europe de nouveaux modes de vie en exportant leur capital et leurs biens de consommation; nous les recevons, généralement quelques années après leur mise au point là-bas, aménagés par les traditions propres à chaque pays européen. Les américains ont dû apprendre avant nous à lutter contre la domination des choses et leur emprise sur la vie, à combattre l'isolement.

En contre-partie, les formes de lutte collective héritées du vieux mouvement ouvrier européen font surgir des situations plus radicales (occupations, séquestrations) dans nos pays. Mais cette dernière différence est souvent implicitement érigée en hiérarchie, ce qui fait croire à beaucoup de gens, américains compris, que la lutte des classes est l'apanage des prolétaires européens, que ceux-ci seraient plus combattifs donc plus conscients, tout cela peut être parce que les grands partis "de gauche" et les mouvements "de masse" d'ici font plus de bruit que la lutte des individus de là-bas.

L'étude des luttes américaines doit faire ressortir la compréhension de formes complémentaires à celles que nous connaissons. Le mépris et/ou l'ignorance des révolutionnaires français en ce qui concerne ces luttes ne nous apportent rien de plus que les détails, artificiellement grossis, relatés par les gavis de l'information.

L'AVANCE DE L'ECONOMIE AMERICAINE

L'essor économique de l'après-guerre a contribué à améliorer l'american way of life". La reprise amorcée vers 1963 et qui a culminé en 1969, a entraîné l'accélération de la consommation de masse à haut niveau. De nouvelles habitudes de travail, de consommation/loisir, sont nées à cette époque, en même temps qu'une contestation à tous les niveaux (étudiants, ouvriers, minorités, femmes, à la

(1) "Quand la NASA retombe sur terre" Le Nouvel Economiste-C. Didier 25.10.1976

maison, dans la rue, à l'usine, dans les têtes) se développait parmi les jeunes.

Malcom L. Denise, vice-président du "labor relation" de la Ford Motor Company, décrit ainsi le phénomène de contestation au sein des usines Ford à cette époque (cité par Stanley Aronowitz dans "False Promises"; Mc Graw-Hill 1973) :

"De 1960 à 1968, le taux d'absentéisme de nos employés horaires a plus que doublé. Il en est de même du taux d'actes d'indiscipline pour cent employés. Et le taux de turnover (°) s'éleva de deux fois et demi... De tels chiffres ne sont pas le fait de Ford uniquement ; d'autres employeurs de compagnies équivalentes sont soumis aux mêmes problèmes". A propos de l'âge moyen des ouvriers Denise ajoute : "En 1968, l'âge moyen des employés horaires était de 40 ans. C'est le chiffre le plus bas que nous ayons jamais enregistré et il est inférieur de troisans et demi à l'âge moyen enregistré quatre ans plus tôt". Il faut d'ailleurs noter que l'âge moyen à Lordstown, en 1972, était de 28 ans. Denise décrit plus précisement l'esprit de révolte qui semble règner parmi cette nouvelle vague d'ouvriers : "Ce sont des gens qui, presque de manière habituelle violent les lois de l'usine. Bien que certains le fassent avec une attitude ouverte de rébellion et de défiance, dansla grande majorité des cas, c'est simplement le problème d'employés apportant avec eux le meilleur de leurs expériences passées. Ils continuent à vivre avec les habitudes de vie facile qu'ils ont acquis en grandissant - ils sont généralement indifférents aux règles de la société des autres".

Cette révolte des années 60 se situe à la fin d'une période de ralentissement de l'économie (57-63), le taux de chômage étant alors élevé parmi les jeunes issus du "boom" démographique des années 35-57. Dans la deuxième moitié des années 60, le capital américian jouera sur la main d'œuvre à bon marché que représentent les jeunes de moins de trente ans, les femmes venues à la production (car il y a baisse de la natalité et élévation de l'âge moyen du mariage), les noirs touchés par le chômage ou venant du Sud, pour stabiliser le taux de profit, puis même, l'accroître. Les ouvriers mâles et blancs de plus de trente-cinq ans sont les seuls à bénéficier des hauts salaires (en moyenne, à peu près le double de ceux des femmes) et de la sécurité del'emploi, bien défendus pour eux par les syndicats. Dans cette période, le développement de la scolarisation, de la conscription, du travail temporaire ou à mi-temps, et des offres d'emploi sous-payées, parviendra à faire redescendre le taux de chômage : moyennement parmi les jeunes blancs et les femmes, très faiblement parmi les jeunes noirs (ce même taux descendra très fortement parmi les plus vieux ouvriers blancs). Les taux de criminalité, d'intoxication par drogues dures et de folie augmentent durant ces mêmes années.

Cependant, on ne peut expliquer les révoltes individuelles et collectives de cette époque par la simple augmentation du degré d'exploitation (ce que tend à démontrer Joe Eyer dans un article de "Root and Branch" - Fawcett edition. Les faits rapportés ci-dessus, sont tirés de cet article).

Après la deuxième guerre mondiale, la technologie moderne a promu de nouveaux matériaux, de nouvelles techniques de fabrication, de nouvelles marchandises. L'environnement s'est transformé en même temps que la consommation de masse à haut niveau se développait ; ceci entraîna un changement de mode de "vie" (l'explosion du Rock'n roll, la "fureur de vivre" des jeunes, tentant alors de s'opposer à la disparition de la vie). Les années 50-60 furent marquées par la construction d'un vaste réseau d'autoroutes sillonnantla totalité du territoire, le développement de la production des automobiles, le développement de l'"agribusiness" (industrialisation de l'agriculture opérée en grande partie par les trusts de l'industrie chimique), la réorganisation del'urbanisme,

(°) Le turnover est le phénomène de la circulation de la main d'œuvre d'une entreprise ; mouvement des ouvriers qui sont embauchés et de ceux qui quittent l'entreprise.

l'amélioration des services publics. Ainsi, dès la fin des années 60, l'espace et le temps de chaque américain étaient structurés par le monde marchand. Aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du lieu de travail, tout allait dans le sens d'une plus grande parcellarisation des gestes, d'un plus grand isolement social. Le chômage et l'exploitation au sens économique du terme revêtent, dans ces conditions, une signification bien différente de celle, par exemple, qu'ils pouvaient avoir dans les années 30. Dans ces années-là, chômage et exploitation signifiaient peur, froid et faim ; aujourd'hui ils signifient rage de ne pouvoir s'approprier tous ces objets que nos regards croisent en tout lieu, à tout moment, malheur de se sentir impuissant alors que tant de puissance nous entoure.

Comme pour tenter de regrouper les gens ainsi isolés par une espèce de " conscience de masse ", le pouvoir développe depuis quelques années une morale de rue de type moderne. Tout comme en Chine où des panneaux rappellent la morale révolutionnaire à coups de citations, à New-York on peut voir de nombreux écriteaux annonçant que " jeter des papiers par terre est à la fois dégoûtant et égoïste ", dans le Névada de grandes affiches représentant deux mains enserrées de menottes précisent : " Dans le Névada les voleurs de magasins sont sévèrement punis, ne prenez pas de risques ", sur les autoroutes, il y a quelques années, on pouvait voir des panneaux dont la seule inscription était le mot " think " (pensez), enfin, partout de grandes affiches remplacent le vieux conseil de l'Oncle Sam " rejoignez l'armée " par " appelez votre oncle en P. C. V. " ou bien " la marine, ce n'est pas un travail, c'est une aventure ".

Les émeutes dans les ghettos noirs au cours des années 1964-68 ont été qualifiées de " commodity riots " (riot-émeute, commodity-marchandise) par les sociologues officiels américains ; elles se sont déroulées à une époque où les marchandises envahissaient le monde. Les années 1970 marquent une autre étape du conflit de classes. Les marchandises sont maintenant installées ; dans l'ensemble, il n'y a pas eu de transformations importantes du cadre de vie depuis l'achèvement de la réorganisation totale, vers la fin des années 1960. Dès cette époque, le confort était vécu dans chaque détail de la vie : la voiture spacieuse munie de servo-freins, direction assistée, changement de vitesse automatique, air conditionné, radio, stéréo-cassette, le distributeur gratuit d'eau fraîche dans la plupart des lieux publics, le téléphone à tous les coins de rue ou en pleine campagne permettant d'appeler sans grands frais et facilement à cinq mille Kilomètres de là, la maison mobile que l'on fait transporter par un camion quant on décide de s'installer dans une autre région, l'air conditionné du bureau ou de la cafétéria, le " clic " de la canette de bière métallique quand on l'ouvre d'un simple geste dénué d'effort, la boîte à lettres où l'on poste son courrier sans descendre de voiture, la banque où l'on tire de l'argent sans descendre de voiture, les multiples cartes de crédit, et bien d'autres choses encore. De façon générale, ce qui est recherché dans la consommation, ce sont principalement les objets ou les services qui permettent d'épargner la fatigue ou de faire gagner du temps, en compensation de ce que retire le travail. L'énorme expansion des restaurants " fast food " (on y mange en cinq minutes ; " Mac Donald ", " Burger Chef " etc...) ne s'explique pas autrement car, par ailleurs, la nourriture qui y est servie est qualifiée par tout le monde de " plastic food " (nourriture en plastique).

En 1976, beaucoup de gestes qui sont nouveaux ou encore inexistants ici sont devenus banals aux Etats-Unis. Le geste qui consiste à décrocher un téléphone et appeler un correspondant est devenu là-bas aussi " naturel " que de se gratter le nez. La marchandise possède par essence un caractère fétiche, mais le fétiche s'est aujourd'hui sécularisé, l'idolâtrie qui l'entourait dans la période de frénésie consommatrice des années 1950-60 a partiellement disparu ; l'automobile divine qui met vingt secondes pour passer de 0 à 100 Km/H existait encore en France quand aux U. S. A. elle était déjà la voiture confortable qui ne coûte que 2500 Dollars.

Cette manière moins abusée de voir les choses acquière son importance à une époque où les moyens techniques sont devenus suffisants (ceci est particulièrement visible au E. U.) pour permettre la construction d'une société d'abondance sans classes. D'autre part, les moyens de combat (dont les communications) existent en qualité et en nombre suffisants

pour que les gens, aujourd'hui accoutumés à leur maniement, soient prêts à les utiliser au mieux. Mais ce potentiel d'actions collectives n'est pas encore mouvement, et dans cet immense pays que les moyens de communication ont rendu grand comme un mouchoir de poche, il apparaît que l'information circule mal (même la plus banalisée), que les luttes restent le plus souvent isolées, bref que tout l'arsenal de la technique moderne reste encore plus sous-employé qu'en Europe. Des signes d'un dépassement de cette contradiction apparaissent cependant (voir plus bas sur l'utilisation de téléphones), et notamment, en ce qui concerne l'utilisation des " C.B. radio " (voir note à la fin du présent texte).

La production marchande a cependant réussi, pour le moment, dans son oeuvre de séparation des individus entre eux et en eux-mêmes. La vieille mentalité individualiste se porte bien et lorsqu'il y a action collective, c'est généralement pour un problème très particulier et local (groupements de quartiers pour le problème d'une école, contre des loyers trop élevés, contre la construction d'une autoroute, pour assurer la sécurité face à la criminalité, etc...) Un exemple d'action individuelle est celui de cette femme (l'histoire est parue dans un journal d'Albuquerque-Nouveau Mexique) qui s'était enfoncé un petit éclat de verre dans la langue en buvant une bouteille qu'elle avait acheté dans le super-marché du coin. Quelques heures après cet incident (bénin), elle retourna au magasin en question pour protester et demander à ce qu'on retire cette marque de bouteille de la vente. Devant le refus des gérants, elle décida d'aller à l'usine qui fabrique ces bouteilles où elle expliqua que ces bouteilles étaient mal conçues et qu'il fallait revoir le processus de fabrication . Là encore, elle essuya un refus mais, non découragée, elle continua pendant plusieurs mois à aller se plaindre, de droite à gauche, dans différents bureaux officiels. Finalement, après avoir essayé tous les recours, elle décida de se poster devant le magasin, munie d'une pancarte dénonçant le produit en question. Un autre exemple d'action locale, mais cette fois-ci collective, est celui cité par Jeremy Brecher et Tim Costello - dans leur livre " Common sense for hard times ", Two Continents N. Y. 1976 -. En septembre 1968, les résidents de Maverick street (Boston), fatigués par les six-cent camions qui, tous les jours, allaient ou venaient de l'aéroport en passant par leur rue, décidèrent de bloquer la rue avec des landaus. Un groupe de femmes et d'enfants bloquèrent physiquement la rue pendant une semaine. La police fut appelée mais sympathisa avec les manifestants. Sous la pression du maire, les autorités de l'aéroport acceptèrent finalement de construire une route de dégagement sur leur propre terrain.
Parmi les nombreuses luttes de type local, il se trouve des moments où apparaissent des dépassements possibles. Quelques mois après les incidents de Maverick street, des luttes eurent lieu contre l'extension du même aéroport. Les habitants de plusieurs quartiers se coordonnèrent pour bloquer les tunnels et les ponts menant à l'aéroport. Des téléphones dont la ligne passait d'arbre en arbre permirent aux habitants des différents quartiers de se coordonner rapidement et efficacement.

Un grand nombre de concepts divise les gens aux Etats-Unis ; l'origine ethnique (chicano, juif, polonais, noir, indien, irlandais, chinois, italien, etc...), l'origine religieuse, l'âge, la région où l'on habite, etc..., alors que fondamentalement les personnes appartenant à une même couche sociale subissent le même style de vie imposé. Comme pour tenter de conjurer ce triste sort, les gens parlent beaucoup, engagent facilement la conversation avec des inconnus dans la rue, mais souvent, pour sombrer dans des discours emprunts de ces mêmes concepts qui divisent. La séparation des individus avec eux-mêmes a pour symptôme le caractère de plus en plus irrationnel des comportements quotidiens ; pour beaucoup l'alternative est entre le repli sur soi-même et l'extériorité de la violence. Cependant, de la révolte des années 1960 est sortie une nouvelle conscience ; l'acte irrationnel est reconnu et reproduit à dessein, on a moins honte d'être " anormal ".

Un jeune type nous a pris en " stop " entre New York et Boston ; après le lycée, il s'est retrouvé sans métier et a donc commencé une série de petits boulots interrompus par le chômage, demain il en commence un nouveau : chauffeur de

taxi (à 140 dollars par semaine) çà le fait chier d'avoir à travailler, alors, pour oublier, il se roule joint sur joint ; arrivé à la guérite de péage de l'autoroute, il trouve sympathique la fille qui distribue les tickets et lui propose la fin de son joint, elle accepte, ravie.
Mais la "folie" gagne également les couches sociales plus élevées car la déshumanisation des rapports sociaux est universelle. Un homme d'une cinquantaine d'années rencontré dans le Vermont, m'a dit avoir vendu sa petite compagnie de transport (quatre ou cinq camions) ; après la guerre, il avait commencé tout seul avec un vieux camion, plus tard, il avait embauché quelques employés, mais disait-il "les ouvriers, maintenant, on ne peut plus rien leur demander", alors, débordé de travail et de soucis financiers, il en a eu marre. Il a tout revendu, vit maintenant de l'argent de la vente et a adopté la philosophie : "de la bière pour tout le monde et que tout se passe bien".

A côté de cette folie "anormale", il y a la folie officielle, celle qui, par exemple, nous est apparue sur l'écran d'un poste de télévision à Détroit. Il s'agissait d'un jeu d'un jeu simple, dépouillé de toutes les fioritures à base culturelle qui, en général, masquent la réalité des jeux télévisés ; le but de ce jeu était de deviner, le prix de marchandises dont l'image apparaissait sur un écran. S'ils répondaient bien plusieurs fois, les candidats gagnaient une marchandise de taille, comme par exemple cette automobile tournant sur un socle. et présentée par une "ravissante" blonde qui passait délicatement ses mains le long des formes de la carrosserie. L'ambiance tournait à l'hystérie collective. Les gens dans la salle criaient, hurlaient, les candidats aussi. Un candidat arrive sur la scène en faisant des bonds d'un mètre cinquante ; une candidate qui a gagné hurle, trépigne et pleure à moitié. Il sera difficile de faire mieux !

Un autre aspect de la folie officielle est le délire auquel aboutit une idéologie du moment. L'idéologie féministe a, de cette façon, trouvé son dénouement dans le délire qui a présidé à la création d'une banque de femmes, à New York, en octobre 1975.
En août 1976, un paquet contenant 10 000 dollars fut déposé au siège de l'organisation nationale pour la réforme des droits sur la marijuana. Les généreux donnateurs n'étaient autres qu'une "confédération" de dealers indépendants. La photo du leader de l'organisation comptant les billets, qui est parue dans un journal de Détroit, nous renseigne sur le délire président à la décomposition du "marginalo-gauchisme" (dont une variété s'est récemment introduite en France).

En opposition à ces tristes dénouements, le plus bel exemple de "folie revendiquée" que nous ayons rencontré est bien celui de ce noir qui remontait à vive allure la 5è avenue de New York, en sens interdit, sur des patins à roulettes, se propulsant à l'aide de bâtons de ski, coiffé d'un bonnet de laine et portant ses affaires dans un petit sac qu'il avait sur le dos. Les immenses fresques qui recouvrent des dizaines (si ce n'est des centaines) de wagons du métro de New York, oeuvres de multiples inconnus qui se glissent le soir dans les hangars où sont entreposées les rames vides, sont elles la plus belle expression de "folie revendiquée" collective.

DE L'INDIVIDUALISME AUX LUTTES COLLECTIVES

Aux EtatsUnis, tout part de l'individu. Selon le semi-mythe célèbre, on réussit socialement par son propre travail, on se fait soi-même. La jeunesse américaine des années 60 avait d'autres buts mais restait attachée à la notion de réalisation individuelle. Pour lutter contre cette société déjà complètement déshumanisée, il fallait retrouver en soi l'amour refoulé et en inonder le monde. Cette idée s'approfondissait même chez ceux qui étudiaient les philosophies orientales et qui, à l'encontre des adeptes des nombreuses sectes religieuses, ne faisaient que rechercher de nouvelles façons d'être et de penser; en cherchant l'absolu, ils cherchaient l'universel, l'explication du monde. Bien que le mouvement hippy ait à peu près disparu, les idées qu'il a produit sont encore en vigueur aujourd'hui. les modes de pensée dominants sont reconnus par beaucoup comme des freins à la compréhension des phénomènes physiques et sociaux.

F. Capra, dans son livre "The Tao of Physics" (Berkeley 1975), cherche à sortir la physique atomique des impasses dans lesquelles se trouve cette science en lui appliquant les principes du Tao. Stanley Aronowitz dans "False Promises" rapporte une conversation qu'il a eu avec un jeune ouvrier de Lordstown en 1972 :

"Charlie aimerait bien faire baisser les cadences et faire des expériences de fabrication d'une voiture entière sans l'intense rationalisation des tâches caractéristiques de l'industrie automobile américaine. Mais sa critique va plus loin. Il se demande si les voitures sont nécessaires. Il se questionne sur les philosophies orientales. Il pense à la réincarnation et comment serait la vie future sans obligations et autorité arbitraire".

Dans le même mouvement, l'idée de se connaître se dépasse en l'idée de connaître, puis de faire; la non réalisation reconnue dans le travail salarié incite de plus en plus de gens à acquérir des connaissances générales ou des techniques pendant leur temps de loisir (les techniques peuvent servir à construire une maison, à monter un atelier de réparation de voitures, à élaborer un émetteur radio, etc..). Des jeunes issus des mouvements marginaux profitent du surplus d'argent qui débordent des caisses publiques et privées, (aides, subventions) pour construire un micro-monde alternatif et parallèle (centres d'acceuil, d'information, cliniques où les soins, les tests de grossesse sont gratuits ; éducation, agriculture parallèles, artisanat, etc..; voir les immenses bottins alternatifs existant dans chaque région) dans lequel les aspects réellement alternatifs voisinent avec l'alternatif intégré (qui représente la tendance générale). Si, de plus en plus, l'ensemble des gens cherchent à savoir, le savoir, lui semble avoir quitté son lieu de résidence d'anta les étudiants perdus dans leur spécialisation ne savent plus rien, ne veulent plus rien savoir et se laissent docilement enfermer dans des prison-campus où on leur fait une aliénation confortable (avec des gadgets : émetteurs radio (pas dangereux puisqu'ils n'ont rien à dire), matériel ciné et vidéo (idem).

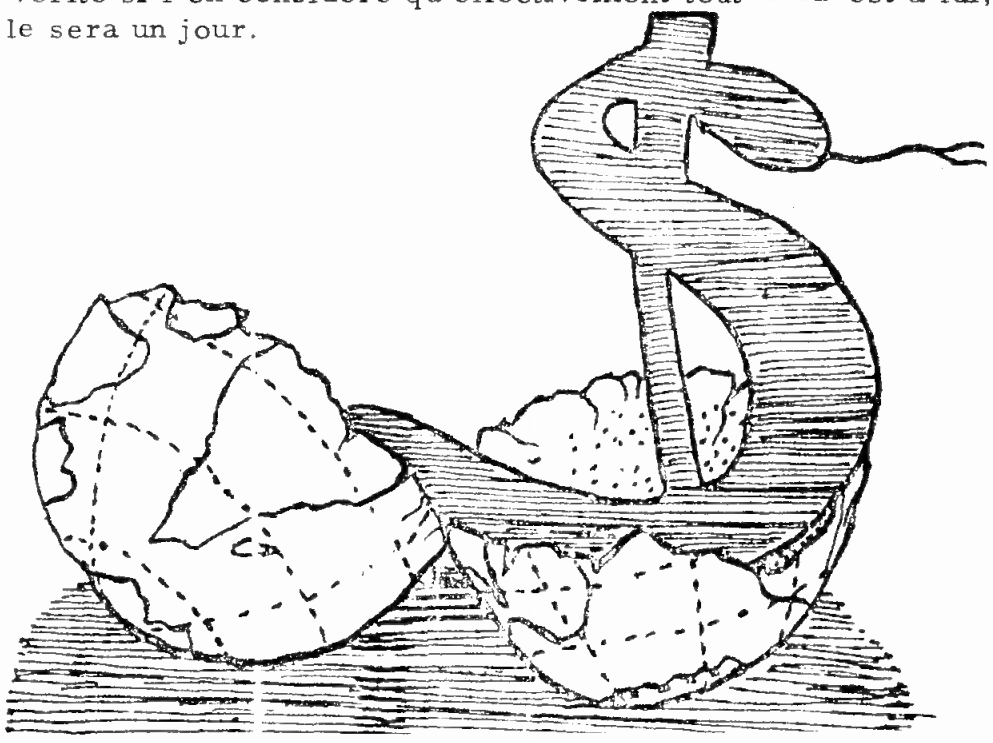
Le pragmatisme conduit à la méfiance vis-à-vis des abstractions trop élevées, vis-à-vis des partis et des groupes trop rigides. Cet aspect intéressant de la pensée américaine mène en contre-partie à une pratique trop locale et trop "au jour le jour", cette tendance étant accentuée par le manque de circulation des informations. Ces conditions propices à l'immobilisme sont modifiées par le mouvement économique qui anime le pays. Les Etats Unis ont la force de travail la plus mobile du monde ; chaque année, environ 3.500.000 personnes déménagent et traversent la frontière d'un état, environ 17.000.000 traversent la frontière d'un comté, et si l'on compte ceux qui se déplacent à l'intérieur des comtés, environ une personne sur six se déplace. Ainsi les idées se propagent, peut-être à la vitesse de la vieille Jeep de ce chômeur rencontré dansle Middle West, qui, parti de Chicago, était à la recherche d'un travail.

L'idée que les syndicats sont tous vendus est suffisamment répandue pour que les leaders syndicaux soient les premiers attaqués dans beaucoup de grèves sauvages ; quand il y a séquestration, c'est le plus souvent eux qui en sont les victimes.
Les idées des années 60 qui sous-tendaient les principes de vie sans soucis, sans tabous, de cassure avec les vieilles traditions familiales, la pratique de fumer des drogues douces, se sont largement répandues à travers toutes les couches de la population. Un ancien mineur de trente-trois ans, aujourd'hui travaillant sur des chantiers, nous a montré sa plantation de marijuana cachée dans un bois à proximité de sa maison ; il avait élagué les arbres qui gênaient la pénétration du soleil. Pourtant ce "hillbilly" habite et a grandi dans une région retirée qui n'a pas grand rapport avec San Fransisco ; ses copains étaient des mineurs qui n'hésitaient pas à faire sauter des locaux de compagnies minières quand il y eut un grand mouvement de fermeture des puits. A l'usine Dodge de Détroit il y a une salle où les ouvriers fument des drogues douces. C'est connu, la direction le tolère, mais elle est par contre très vigilante en ce qui concerne la consommation d'alcool (des études ont été faites en Jamaïque montrant que la productivité pouvait augmenter lorsque les ouvriers "fument"). Plutôt que l'acte lui-même, c'est donc le symbole, maintenant encore attaché à cet acte qui est important dans le fait de "fumer". Le symbole d'une vie sans

angoisses qui montre en négatif les angoisses subies au travail, à la maison, dans une vie quotidienne qui, au delà de la forme une peu démesurée qu'elle prend parfois là-bas, ressemble beaucoup à celle de chacun de nous.

Les idées se répandent avec plus de difficulté dans certaines régions ; le Sud, légendairement réactionnaire, est en train de changer, mais son niveau de développement économique crée des situations différentes de celles des autres régions. Souvent, par exemple, des luttes se déroulent pour l'obtention d'un syndicat. Un ami d'Albuquerque (New Mexico) travaillait dans une usine de vêtments (Pioneer Wear) comptant à peu près 400 ouvriers, principalement des femmes, des chicanos ; les salaires sont très bas (environ 2, 5 dollars de l'heure, ce qui est le minimum légal - un ouvrier de l'automobile, à Detroit, gagne au moins 5 à 7 dollars) et les conditions de travail sont difficiles. Il n'y a jamais eu de syndicat et les ouvriers combat ifs se faisaient virer très souvent. Lui-même s'est fait virer il y a quelque mois et cela a occasionné de multiples réactions ; à partir de là, une lutte pour obtenir un syndicat s'est engagée. Un jour, une femme qui venait de se faire dire qu'elle était renvoyée s'est mise à crier dans toute l'usine, et immédiatement, tout le monde a arrêté la machine sur laquelle il travaillait. La femme a été réintégrée. Un autre jour, quelques ouvriers se mettent des brassards sur lesquels sont inscrits le mot "union" syndicat ; des chefs leur disent que c'est interdit, alors ils retournent les brassards et du coup, tous les ouvriers de l'usine déchirent des morcaux de tissus qu'ils attachent à leur bras. Après plusieurs luttes de ce type, des élections sont finalement organisées pour déterminer si les ouvriers veulent un syndicat.

Dépassant les séparations, une aspiration commune semble hanter beaucoup d'Américains, celle de travailler le moins possible. Un habitant de la Nouvelle-Orléans, interrogé par le New-York Times lors d'une enquête sur les professionnels du chômage, déclarait : "Les allocations chômage créent une sorte d'utopie. Elles permettent aux gens de travailler pendant un an, puis de prendre un an de vacances. Bien sûr, ça ne vous permet pas de vivre comme un roi, mais ça vous donne la possibilité de voyager et ça, c'est le rêve américain". Tout se passe comme si les Américains aspiraient à un repos bien mérité après avoir ainsi construit une société si complexe. Cet ouvrier de Détroit qui avait travaillé dans plusieurs usines de la région, dont huit mois à Ford, qui semblait si fier des grandes réalisations techniques de sa belle Amérique et qui en parlait comme si tout cela était à lui, reste peu-être abusé par une idéologie nationaliste entretenue par le pouvoir, mais n'est sûrement pas loin de la vérité si l'on considère qu'effectivement tout cela est à lui, ou du moins le sera un jour.



LA GREVE SAUVAGE DE WESTINGHOUSE

traduit d'un article
de Peter Rachleff
publié dans Fifth Estate.

Lors de la relève de la deuxième équipe, le lundi 12 juillet 1976, une grève sauvage des ouvriers de la production arrêta complétement l'énorme usine de l'Est Pittsburg de la compagnie "Westinghouse Electric". Depuis vingt ans, c'était le premier arrêt de travail sur toute l'usine; la dernière grève, une grève de six mois en 1956, se termina par une amère défaite et une démoralisation générale. Alors que cette résurgence d'un mouvement de masse dans cette usine centrale (où 9500 ouvriers fabriquent de gigantesques turbines) fait déjà que ces événements méritent une analyse, le déroulement même de la grève donne de très bons exemples que ceux d'entre nous qui cherchent la destruction du système capitaliste sous toutes ses formes devraient prendre en considération.

L'arrière-plan de la lutte

La première chose qui m'a frappé quand je suis arrivé au piquet de grève était la relative jeunesse des grévistes. Sur les quelques centaines de personnes présentes, peu paraissaient avoir plus de trente-cinq ans. Tous étaient des hommes et une poignée seulement étaient Noirs. Aucun des hommes du piquet n'était surpris de la composition de leur rang. J'ai su rapidement que la principale division au sein de la force de travail de cette usine était entre les jeunes ouvriers et les plus vieux. Quelque quarante pour cent des ouvriers avaient plus de cinquante ans; ils travaillaient là depuis de nombreuses années; ils étaient vus par les grévistes actifs comme des supporters passifs sinon actifs, du syndicat I.U.E. (ndt. International Union of Electrical Workers). A cause du peu d'embauche à l'usine durant les années 50, il y avait peu d'ouvriers ayant de trente-cinq à cinquante ans. La majorité d'entre eux avait moins de trente-cinq ans, il n'y avait pas de zones tampon entre eux et ceux de plus de cinquante ans. Les plus vieux avaient vécu l'organisation initiale de l'usine par l' "U.E." (ndt. United Electrical Radio and Machine Workers of America) (qui avait été lié au parti communiste), le changement de l' "U.E." en "I.U.E." (en partie accompli par une habile chasse aux "rouges") dans le début des années 50, et la grève désastreuse de 1956. Ces ouvriers plus âgés avec lesquels j'ai discuté parlaient souvent de cette grève comme de quelque chose à éviter; six mois de lutte, de privation, qui culminèrent avec la liquidation immédiate des hypothèques, la perte de toutes les économies, les dettes, l'introduction du salaire au temps, des systèmes de prime à la production et l'accroissement du taylorisme. Les permanents du syndicat sont sortis de ce groupe social au début des années 50 et sont restés étroitement liés les uns aux autres à travers des années d'expérience et de vie sociale.

D'autre part, les ouvriers les plus jeunes n'avaient seulement qu'une expérience indirecte de cette défaite. Ce qui était surprenant, c'est que peu d'entre eux étaient issus des familles qui avaient participé à cette grève là. Beaucoup étaient des vétérans du Vietnam qui habitaient les nombreuses petites villes industrielles perchées tout au long de la rivière "Monongahela". Bien qu'ils fussent jeunes, aucun ouvrier n'était nouveau à l'usine. A cause des mises à pied de l'année passée, aucun ouvrier y travaillant actuellement n'avait moins de trois ans d'ancienneté. Bien que beaucoup étaient voués à l'usine pour "la vie" (en utilisant leurs allocations de vétérans pour payer une formation qui leur permette de monter rapidement dans la hiérarchie), et bien que la plupart d'entre eux étaient des professionnels, peu aimaient leur travail. Les retards et l'absentéisme du vendredi étaient fréquents, et de nombreux grévistes des piquets parlaient des mises à pied pour indiscipline qu'ils avaient subies au cours des deux dernières années pour avoir injurié des contremaîtres ou pour avoir été pris à fumer de l'herbe en travaillant.

Le petit nombre d'ouvriers Noirs présents à première vue était décevant. Au cours de la semaine j'ai vu pas mal de piquets tenus par des Noirs ; j'ai pris note de l'aisance avec laquelle ils se comportaient vis-à-vis des grévistes Blancs et j'ai observé comment plusieurs d'entre eux se faisaient respecter et cela dès le mardi matin quand un groupe de presque mille employés (white collar workers)(*)essaya de franchir les lignes des piquets de grève et fut physiquement repoussé. J'attire l'attention sur le rôle des ouvriers noirs pour une raison particulière, au-delà de la solidarité inter-raciale que cela représentait. Il y a seulement quelques années, il y eut plusieurs débrayages uniquement d'ouvriers noirs pour protester contre différentes formes de discrimination, mais aucune de ces grèves ne furent activement soutenues par leurs camarades blancs.

Il n'y avait pas de femmes dans les piquets (sauf, plus tard, dans la semaine, des femmes et des amies des grèvistes sont venues). J'étais surpris car l'industrie électrique est connue comme le principal employeur de femmes à la production. Quand j'ai demandé où étaient les femmes, on me répondit qu'il n'y en avait pas beaucoup qui travaillaient à la production et que celles qui y travaillaient avaient plus de cinquante ans, travaillaient dans une partie isolée de l'usine et avaient peu à faire avec aucune des activités des autres ouvriers. Il y avait beaucoup de femmes employées, mais elles étaient des employées "mensuelles" (**) et se trouvaient de l'autre côté de la rue, chaque matin, cherchant un moyen pour retourner au travail (nous reviendrons sur ce roblème).

Selon les grévistes, le syndicat avait eu peu de présence à la base. Chacune des ersonnes avec lesquelles j'ai parlé pouvait raconter sa propre histoire d'une "grievance"- revendication - (***) posée plus d'un an auparavant (et même des fois deux ans)

(*) Sont mis sous la classification de "white collar workers" - "cols blancs" - les vendeurs dans les magasins ou les représentants, les employés de bureau et les techniciens. Depuis la Deuxième Guerre Mondiale, les "cols blancs" ont vu leur nombre augmenter rapidement. Vers 1956, ce nombre a dépassé celui des ouvriers "blue collar" - "cols bleus" - manuels - et depuis cette époque, le nombre de ces derniers progresse moins vite que celui des "cols blancs" (ndt).

(**) Aux Etats-Unis, des employés de bureau - "cols blancs" fonctionnaires, etc... sont toujours mensualisés et gagnent un "salary" tandis que les ouvriers - "cols bleus" - sont plutôt payés à l'heure, à la journée, à la semaine, ou à la pièce et gagnent des "wages" (ndt).

(***) "grievances" - la "grievance procedure" est une disposition de la convention collective (signée entre dirigeants de l'entreprise et le syndicat) et qui impose une procédure pour régler les différends sur les conditions de travail sans que les ouvriers puissent recourir à la grève quand des problèmes surgissent en ce qui concerne l'interprétation de cette convention (ndt).

et qui n'a jamais été résolue. Au cours des deux dernières années, beaucoup ont cessé totalement de poser des revendications et au lieu de cela, ont protesté par de brefs débrayages qui impliquaient habituellement moins d'une douzaine d'ouvriers. Ils avaient pour habitude de s'arrêter de travailler pour n'importe quelle raison, de défiler dans la rue vers le siège du syndicat, où le plus souvent ils ne trouvaient que le secrétaire permanent et puis de retourner à l'usine où ils recevaient trois jours de mise à pied disciplinaire. Beaucoup se plaignaient de ne jamais pouvoir entraîner d'autres ouvriers, ceux qui travaillaient à proximité mais qui n'étaient pas directement concernés par la revendication. Partout on voyait le syndicat comme un sujet de rigolade, complètement étranger aux problèmes du travail plus ou moins sourd aux revendications de salaire en période du renouvellement du contrat. La plupart d'entre eux, à un moment où à un autre, avaient assisté à quelques réunions syndicales, mais, souvent, ils étaient rembarrés quand ils essayaient de dire ce qu'ils avaient sur le coeur ; peu y revenaient une autre fois. Au cours des cinq jours que j'ai passés aux portesde l'usine, j'ai entendu beaucoup plus de colère dirigée contre les syndicats que contre l'entreprise. Certains des ouvriers présents ont aussi remarqué ce fait, et ont souvent critiqué d'autres ouvriers pour avoir oublié que le combat était dirigé contre l'entreprise et non contre le syndicat. Mais la grande majorité desgrévistes dans les piquets voyaient que la grève était dirigée contre les deux à la fois, et que s'il fallait choisir, c'était en fait contre le syndicat qu'ils en avaient le plus.

La colère contre le syndicat prenait de nombreuses formes, aussi bien pendant la grève qu'au cours des années précédentes. Il était clair que la grande majorité des ouvriers avait tout simplement cessé de participer au syndicat, ou de voir leur existence là-dedans. Mais il y avait deux groupes "réformistes" dans l'usine. Le plus grand et le mieux établi était le "Members for Democracy", ("MFD") formé d'après le modèle du mouvement qui avait poussé Arnold Miller à la présidence du syndicat des travailleurs des Mines (UMW : United Mine Workers). Ils étaient jeunes, des vétérans du Vietnam pour la plupart, employés dans l'usine depuis sept à quinze ans, et regardés comme des "radicaux" (*) par beaucoup des autres grévistes. D'après ce qu'on racontait, ils s'étaient distingués dans le passé par leur militantisme de base, par de nombreux petits débrayages, et parce qu'ils avaient reçu plus que leur compte de mises à pied disciplinaire. Il y a à peu près trois ans, quand ils ont organisé le "MFD", leur principale activité officielle était de présenter des candidats d'opposition aux élections des délégués d'atelier (shop stewards). Un militant du "MFD" m'a expliqué que les élections n'avaient pas très bien marché pour eux, bien qu'ils aient soigneusement choisi leurs candidats selon les critères d'"eligibilité". Le "MFD" n'avait pas un programme bien défini à présenter sinon plus de "démocratie" à l'intérieur du syndicat et une image plus militante à l'intérieur de l'atelier. Beaucoup de grévistes étaient méfiants vis-à-vis du "MFD" bien que la plupart d'entre eux s'entendaient bien avec ses membres en tant qu'individus. Le groupe d'avait pas de présence particulière sur les piquets de grève et n'avait aucun rôle dirigeant dans la grève elle-même.

Le second groupe, plus petit, était le "Membership group" ; il était né trois ans plus tôt d'une rupture avec le "MFD". Le "Membership group" était formé par quelques ouvriers qui voulaient se présenter à l'élection des délégués "shop-stewards" sur la liste du "MFD", mais qui en avaient été écartés en grande partie à cause des conflits de personnalité. Ils décidèrent alors de se présenter detoute façon et ils organisèrent le "Membership group" pour appuyer leur candidature. Les "voix pour la réforme" étaient alors partagées, permettant à la liste du syndicat officiel de remporter la plupart des positions de délégués.

Chaque groupe avait cependant réussi à faire élire quelques délégués qui, maintenant, trois ans plus tard, ne se distinguaient plus en rien des autres délégués de l'usine. Les deux groupes voyaient bien les pièges que contenaient leur activité, mais aucun n'avait de nouvelles idées sur ce qu'il fallait faire. Ils se préparaient consciencieusement pour les élections syndicales de l'automne prochain dans lesquelles ils espéraient évincer les permanents établis du syndicat.

(*) dans ce contexte, "radicaux" n'a pas de sens politique mais signifie les plus militants parmi les ouvriers.

D'autres grévistes avaient, eux, des idées sur ce qu'ils pourraient faire. Certains faisaient circuler des pétitions dans le but de "decertify" (ndt: "certified Union - syndicat reconnu officiellement dans les négociations avec le patron) le syndicat et parlaient de passer à l'"U. E." (un gréviste disait:" j'ai entendu dire qu'ils avaient l'habitude de faire arrêter l'usine entièrement quand il y avait des revendications et qu'ils faisaient descendre tout le monde dans la cour jusqu'à ce que ça soit résolu") ou même chez les Teamsters ("Voilà un syndicat militant" déclarait un autre gréviste). Alors que certains espéraient que le syndicat allait reconnaître "la grève, d'autres disaient qu'ils préféraient aller à la pêche plutôt que de participer au piquet quand le syndicat soutiendrait la grève. Quelques uns pensaient qu'ils pourraient faire un essai sans syndicat officiel du tout, mais la plupart sentaient que la base était si profondément divisée que cela ne pourrait jamais arriver.

Il reste un domaine à aborder dans cette discussion sur l'arrière-plan de la grève, c'est celui de la position et du rôle des employés. Ils sont affiliés à un syndicat différent, seulement ouvert aux employés "salariés" - mensualisés- de Westinghouse (vu par beaucoup des ouvriers comme un syndicat patronal). Ils forment un groupe très hétérogène allant des secrétaires (femmes) aux ingénieurs (hommes) en passant par un grand nombre et une grande variété des postes. Beaucoup, et spécialement les femmes, sont parents d'ouvriers de la production (mères, femmes, soeurs, cousines). Ils ne se sont jamais engagés dans des actions indépendamment de leur syndicat ou de celui des ouvriers. Les grévistes pensaient que les employés étaient pénards parce qu'ils travaillaient dans es bureaux à air conditionné et qu'ils étaient augmentés chaque fois que les ouvriers obtenaient quelque chose. L'hostilité, déjà très répandue, s'accrut pendant la grève, lorsque des flots d'employés faisaient queue chaque jour en face de la porte principale, cherchant une occasion de traverser le piquet. Ce jour qui est intéressant, c'est que bien que la majorité des employés étaient des femmes, la grande majorité de ceux qui venaient là chaque jour étaient des hommes. A mesure que la grève se prolongeait ce groupe devint la cible des grévistes.

LA GREVE

Après des mois de négociations, le contrat entre Westinghouse et les divers syndicats représentant les employés et ouvriers expirait le dimanche 11 juillet (1976) à minuit Quelques heures avant des membres du local 601 de l'"I. U. E." (ndt. International Union of Electrical Workers) avaient voté au cours d'une Assemblée Générale qu'il n'y aurait pas de prorogation accordée à l'entreprise. Les délégués syndicaux étaient d'accord avec ce qui se dégageait et déclarèrent qu'ils respecteraient le vote sur la grève. Les ouvriers de Westinghouse se souvenaient bien que, trois ans plus tôt, ils avaient travaillé pendant des semaines avec des rapports successifs jour par jour et ainsi on leur avait volé ces augmentations de salaire rétroactives. Ils étaient alors bien décidés à ce que ça ne recommence pas. A leur surprise, ce soir là à 23h., les bulletins d'information de la télé et de la radio locales annoncèrent qu'un report jour par jour avait été accepté à la fois par l'"U. E." et l'"I. U. E.". Lessyndicats firent circuler des déclarations informant leurs adhérents qu'ils devaient se rendre au travail le lundi matin, comme d'habitude. La plupart y allèrent suivant ses ordres, mais il n'y avait pas beaucoup qui travaillaient. Après deux heures de discussions, l'atelier d'outillage décida de débrayer. Les outilleurs se rendirent au service de l'entretien (service voisin) où une décision semblable avait été prise. A 10 h. les travailleurs des deux départements sortirent de l'usine pour aller au local syndical. Là on leur dit de retourner travailler. Après tout ils ne représentaient qu'une minorité des effectifs et les syndicats représentaient tout le monde. Lesouvriers retournèrent à l'usine, mais pas pour travailler. Ils circulèrent un peu partout dans l'usine parlant aux autres ouvriers, dont la plupart était aussi en train de discuter de la situation plutôt que de travailler. Dans l'heure qui suivit, quelques huit-cents ouvriers en colère quittèrent l'usine et grimpèrent sur la colline qui menait au local des syndicats. On leur dit aussi qu'il n'y avait rien à faire et qu'ils devaient retourner travailler. Furieux, ils retournèrent à l'usine et arrivèrent juste au moment où tout le monde s'arrêtait pour déjeuner. En parcourant la cafétéria d'un bout à l'autre, ils réussirent à faire sortir la majorité de la première équipe. Des pancartes furent fabriquées pour le piquet et, quand la deuxième équipe arriva à 14h30, un piquet de grève de plusieurs centaines d'ouvriers se tenait à la porte de devant. Personne n'essaya de la franchir. Certains restèrent pour rejoindre le piquet et pour discuter. Pour la première fois depuis vingt ans, les grévistes avaient réussi à former tout

Bien qu'il ne soit pas surprenant que l'action initiale soit venue des outilleurs et des ouvriers de l'entretien (Dans ces deux départements les ouvriers ont l'habitude par leur boulot d'être en contact avec beaucoup d'autres ouvriers dans le courant d'une journée et dans ces deux mêmes départements il y a eu plusieurs petites grèves sauvages durant les mois précédents), ils ne devaient jouer aucun rôle particulier dans le reste de la grève. Bien qu'ils aient commencé la grève, ils ne devaient pas la mener. En fait, personne (ou tout le monde, si vous préferez) ne mena la grève, bien que certains essayèrent de la faire. Il n'y avait pas de porte-parole, pas de chef de piquet, pas de meneur. Les gens venaient au piquet quand ils pensaient qu'il y en avait le plus besoin et quand ils en avaient envie. Lesouvriers rencontraient ceux des autres équipes qu'ils n'auraient jamais rencontré autrement. Leur moral était au maximum. Un gréviste d'un piquet m'a dit mardi matin: "Vous nous auriez vu la nuit dernière, la ville nous appartenait ! "La plupart étaient stupéfiés de ce qu'ils avaient fait. Peu savait ce qu'il fallait faire maintenant. Beaucoup avaient des idées, mais peu était d'accord et il n'y avait pas de réunions pour élaborer des projets.

Le matin du deuxième jour de la grève il y eut une véritable bataille entre les grévistes du piquet et des employés du bureau (Hommes) qui tentaient de traverser le piquet. Ceux-ci furent jetés à terre, et ceux qui restaient de l'autre côté de la rue reçurent des volées d'oeufs. (les grévistes avaient développé la tactique suivante :ils attendaient qu'un bus ou qu'un gros camion passe entre eux et les employés, et puis ils lançaient des oeufs par dessus le véhicule). Plus tard dans la matinée, un groupe d'une vingtaine de grévistes quitta le piquet, ils allèrent au local syndical dans plusieurs voitures. Ils ne s'adressèrent pas aux permanentssyndicaux . Au lieu de cela, ils entrèrent en annonçant que les permanents feraient mieux de s'en aller et ils "aidèrent" ceux qui n'évacuaient pas assez rapidement. Ils fermèrent la porte sur laquelle ils apposèrent une pancarte griffonnée à la main disant, "local syndical fermé" et firent un piquet autour du bâtiment. Deux voitures retournèrent à la porte principale de l'usine en klaxonnant, les passagers montrant le poing. Ce fut une explosion de joie quand ils racontèrent ce qu'ils avaient fait.

Pendant ce temps un groupe de délégués militants cherchaient à "organiser" la grève. Dans le sous-sol d'un bistrot proche, des membres du "MFD" et du Membership Group"ainsi que les délégués qui avaient été candidats du syndicat officiel, s'étaient rassemblés pour élaborer une stratégie. D'abord ils avaient besoin d'un chef de piquet pour chaque porte et chaque équipe. Personne ne demanda pourquoi cela était nécessaire. Tout de suite ils avancèrent une liste de noms dont certains n'avaient pas du tout encore été vus dans les piquets ! Ensuite, les piquets devraient être ordonnés par équipes, les grévistes se rendant au piquet par équipes de la même manière qu'ils travaillaient normalement. Troisièmement un quartier général serait établi qui resterait en contact avec toutes les portes par des radios C. B. En , on devait cesser de mettre des piquets devant le local syndical. Après tout la démonstration avait été faite, la protestation avait été enregistrée. Ici, bien sûr on voyait le futur syndica élaborant ses plans, enterrant la hache de guerre, se préparant à prendre la relève.

Le matin suivant, quand j'arrivai aux piquets, je fus surpris de ne pas trouverde chefs. Je demandai ce qui se passait. Un gréviste me dit qu'il y avait eu une Assemblée Générale la nuit d'avant où il avait été décidé à une écrasante majorité qu'il n'y avait pas besoin de chefs de piquet. Un vote à mains levées démontra qu'il y avait largement assez de piquets à chaque porte. Beaucoup craignaient qu'un jugement ordonnant l'arrêt de la grève soit pris (ce qui fut), et ils sentaient que s'ils n'y avait pas de meneurs, les flics ne pourraient jamais trouver comment l'exécuter (et ils avaient raison). Les plans des "organisateurs" avaient été contrecarrés. Bien que les grévistes ne pouvaient toujours pas exprimer (et n'ont jamais réellement exprimé) ce qu'ils voulaient, ils avaient une idée précise de ce qu'ils ne voulaient pas.

Les jours suivantsl'amertume s'accentua, remplaçant l'exaltation des deux premiers jours qui régnait parmi les gars des piquets. On lança encore plus d'oeufs aux employés. Des oeufs furent aussi jetés sur des membres de NCLO et de l'I. S. (ndt. des groupes gauchistes) qui s'amenèrent pour placer leur littérature. Alors que quelques grévistes étaient méfiants envers moi et mes amis, la plupart furent très ouverts quand nous eûmes expliqué pourquoi nous étions là. Des journalistes de la deuxième chaine, la station de radio locale de Westinghouse, furent également chassés. Chaque jour des questions étaient posées sur ce qu'il se passait ailleurs dans la grève, car la grève sauvage s'était étendue à toute l'industrie électrique, touchant aussi bien les ateliers tenus par l'UE que ceux tenus par l'IUE. Mais personne n'avait suggéré (et encore moins n'y était allé) visiter les piquets des autres usines Westinghouse, dont la plupart étaient au plus à quelques heures de voiture.

Personne ne suggéra de traverser la rue pour parler aux employés.
Le vendredi, une tentative d'exécuter l'injonction fut un fiasco total. Personne ne bougea et les flics n'arrivaient pas à traduire leurs paroles en actes. Ce refus de céder souleva les seuls cris enthousiastes entendu au piquet depuis la fermeture du local syndical. il était clair que l'ambiance avait changé. Les grévistes devenaient pessimistes. Certains disaient qu'en effet le contrat était déjà signé, et que le syndicat attendait simplement le moment opportun pour l'annoncer. D'autres disait que la grève serait reconnue le samedi et qu'ils pourraient alors rentrer chez eux. Peu reconnaissaient objectivement ce qu'ils avaient réalisé par leur propre action - ils avaient arrêté la plus importante usine de Westinghouse pour la première fois depuis vingt ans, d'autre travailleurs de Westinghouse partout dans la région suivant leur exemple - ils avaient fait un pas géant qui leur semblait un pas d'enfant en regard du combat laborieux et difficile qu'ils sentaient qu'ils affrontaient. Après tout, ils arrivaient à la conclusion que tôt ou tard, ils devraient retourner au travail et que, tant qu'ils ne règleraient pas ces drôles d'histoires avec leur syndicat, ils ne pouvaient pas espérer réellement changer quoi que ce soit.

Et il en fut ainsi. le samedi, le syndicat reconnut la grève, de nouveaux piquets apparurent, de nouvelles pancartes apparurent. Les premières pancartes peintes à la main disparurent. Le mardi, la société et le syndicat annoncèrent que la grève était réglée. Le jour suivant, les ouvriers commencèrent à retourner au travail.

CONCLUSIONS

La fin de la grève était elle une conclusion ? Etait-elle un commencement ? Ni l'un, ni l'autre je pense. C'était plutôt une partie d'une lutte à long terme se développant à partir du mécontentement, de l'ennui, de la colère et de toutes les petites grèves sauvages qui avaient marqué un passé récent.

A un moment opportun (la fin du contrat), ces sentiments et ces actions vinrent ouvertement à la surface. La grève sauvage était une nouvelle étape car elle a atteint l'usine toute entière et la totalité des trois équipes. La lutte reviendra à la base peut-être encouragé par cette grève sauvage. Pour la plupart, peu aura changé, bien que chacun aura gouté un peu de ce pouvoir, qui n'est qu'à eux seuls, d'arrêter une fois pour toute la production et de commencer des expériences et à rechercher de nouvelles façons d'utiliser au maximum nos vies quotidiennes. Jusqu'alors ce sont les autres qui mèneront la danse et nous continuerons à utiliser leurs pointeuses et à suivre leurs ordres. Pendant une semaine un groupe important d'ouvrier de Pittsburgh-Est ont dit non. Leur action a encouragé d'autres à dire non. Ils n'ont pas renversé le monde, mais ils l'ont un peu secoué. Qui sait quand et où çà explosera la prochaine fois.

Pour ceux qui lisent l'anglais, trois livres peuvent permettre une approche critique de la condition ouvrière et du nouveau mouvement ouvrier aux USA :
Root and Branch - The rise of the Workers' Movement -
Fawcett Ed. 1975 Root and Branch - PD Box 236 - SOMERVILLE - Mas 02143 USA
Strike - Jeremy Brecher - Straight Arrow Press 1972
Working - Studs Terkel - Avon Books - 1975

Ces livres peuvent être aisément obtenus à Londres ou auprès de l'un des groupes cités dans cette brochure.

Suite à la traduction du texte de J. Zerzan - Un conflit décisif, les organisations syndicales combattent la révolte contre le travail (demander à Echanges) nous publierons prochainement la traduction de la brochure de Black and Red : Grève sauvage, Dodge Truck, juin 1974 et nous pensons commencer la traduction, en vue de publication ultérieure, de certains textes de Root and Branch et du texte entier de Strike.

GREVES DES MINEURS 1975 - 1976

Les syndicats de mineurs et le capital américain

En 1973, un nouveau bureaucrate était promu à la tête de l'U. M. W. A. (syndicat américain des mineurs) ; toute sa campagne pour un " syndicat partant de la base " avait exploité la coupure entre la base et la bureaucratie en place due au mépris des revendications de base (les " grievances ") dans les accords patronat-syndicats. Les accidents de travail et les maladies professionnelles (dont la silicose en première place) sont très fréquentes dans le Middle East, région très pauvre,-hors les mines-. Les mineurs ne sont pas dupes de l'état de corruption et fonction jouée par la bureaucratie syndicale. Boyle, le président de l'UMWA, évincé par Miller en 1973, prend actuellement sa retraite dans un pénitencier fédéral pour avoir commandité le meurtre de son plus proche concurrent à la présidence, Yablonski (et de toute sa famille). Pour ce qui reste de réputation au syndicat, il valait mieux que ce " président " soit éliminé de ses fonctions sous prétexte de " démocratisation ", avant d'être mi ainsi à l'ombre par la " justice " capitaliste qui ne pouvait plus agir autrement.

La nouvelle bureaucratie plus " démocratique " fit exactement ce qu'avait fait l'ancienne ; le nouveau contrat de 1974 interdisait pratiquement tout recours à la grève pour régler les problèmes quotidiens de l'exploitation. Les compagnies minières avaient obtenu en 1970 de la Cour Suprême un arrêt autorisant les patrons, en cas de débrayages, à prendre un jugement ordonnant la reprise du travail (assorti d'amendes et de prison en cas de refus). Elles avaient largement utilisé cette possibilité, y compris et surtout contre les réactions provoquées par des violations délibérées du contrat collectif notamment en matière de sécurité. Cela peut durer jusqu'en décembre 1977, fin du contrat actuel.

Les difficultés du capital américain ont entraîné une pression accrue sur les mineurs (1) et par contre coup de nombreuses grèves sauvages limitées et localisées - 1400 depuis le 1er janvier 1975. Dans un bassin, une compagnie prit même un jugement interdisant la grève jusqu'à la fin du contrat sous peine d'une amende de 50 dollars par jour de grève et par ouvrier (250 F).

La grève sauvage de 1975

Le 4 aout, le président de la section locale 1302 de l'UMWA, Roger Thomson est licencié pour s'être opposé à un plan de licenciement. La grève éclate le lendemain. Le juge du Tribunal fédéral du district, K. K. Hell ordonne la reprise du travail. La grève s'étend aux mines du comté de Logan (Virginie de l'Ouest) ; la section locale est condamnée à une amende de 6. 000 Dollars (30. 000 F).

La grève s'étend encore. Sam Howe, président - Noir - de la section locale 1454 (à majorité de Blancs) est mis en prison pour au moins 90 jours après avoir été sommé par huissier de choisir entre le travail et la prison. Ce qui ne fait qu'étendre la grève dans toute la Virginie le Kentucky, la Pensylvanie, l'Ohio, l'Illinois, l'Alabama. Miller - le président de L'UMWA - lance un appel à l'arbitrage

(1) Cette pression est d'autant plus grande que le charbon aux USA n'est plus un secteur en crise. La production charbonnière s'est accrue de 400 millions de tonnes en 1961 à 590 millions en 1973 et il est escompté qu'elle triplera dans les 10 années qui viennent pour rendre les USA indépendants de l'extérieur en énergie.

pour canaliser le mouvement dans le cadre du contrat collectif - avec reprise immédiate du travail bien sûr . Sans aucun effet. Des rallies, des meetings, des piquets volants sont organisés par la base. Parmi les plus actifs, les districts I7 et 29 de la Virginie de l'ouest, les seuls qui avaient voté à une écrasante majorité en I974 le contrat proposé par Miller.

Le 29 août, 80 000 mineurs sont en grève (sur les I25 000). 3/4 de l'industrie est touchée. Pour déjouer les injonctions et les amendes qui frappent les mineurs bloquant l'entrée de la mine où ils travaillent habituellement, une tactique s'organise : Les mineurs d'une mine vont faire le piquet dans s'autres mines, remplacés eux mêmes par d'autres mineurs dans leur propre mine. Et ainsi, la grève se répand comme une traînée de poudre. Un mineur de Virginie raconte qu'il fut accueilli par ceux de Pennsylvanie par ces paroles : "Où étiez vous? Nous vous attendions. Bloquez notre mine et nous nous chargerons de tout le reste de l'Etat.

Le 25 Août, après l'arrestation de Sam Howze, une manifestation est organisée à Charlestown : barrages de routes, bagarres, saccage du local syndical sur lequel on laisse un panneau"fermé pour grève" ... Le juge Hall ne peut que mettre des amendes de plus en plus fortes contre l'UMWA - 500 000 dollars (200 millions AF) plus I00 000 dollars (50 millions AF) par jour de grève. Mais l'UMWA ne peut rien à la grève à ce moment. Miller donne l'ordre aux présidents de section de lancer aux adhérents le mot d'ordre de traverser les piquets et de noter les noms de ceux qui sont dans les piquets (2). "Nous avons un pied dans la porte" dit un des grévistes "Nous sommes en marche. Nous n'arrêterons pas" et un autre : "J'étais à fond pour Miller il y a trois ans et je suis maintenant à fond pour le vider". Telles sont les réponses des mineurs.

Malgré l'extension spontanée de la grève, sa force et son auto organisation, il se trouve des articles pour parler de la faiblesse de la grève qui "n'a pas d'organisation et de liaisons à l'échelle nationale ". Au contraire, les mineurs parlaient de bloquer tout le trafic charbonnier, y compris dans les ports. C'est à ce moment, pourtant, début septembre que la grève va se terminer, sans que les mineurs aient obtenu quoi que se soit. Une de ses ambiguités de la grève était dans la revendication du droit de se mettre en grève pour des "grievances" (ce qui venait semble-t-il des cadres locaux du syndicat qui voyaient dans ce droit de grève le moyen de conserver leur pouvoir dans l'appareil), alors que la grève était effective (ce qui était l'action de base pour des revendications diverses).

L'effet conjugué des clauses des contrats et des jugements avec prison et amendes eut finalement raison de la grève;Le syndicat finit par agir "énergiquement", sommé de le faire par un jugement du tribunal fédéral lui ordonnant "d'agir promptement et efficacement en utilisant tous les moyens raisonnables en son pouvoir pour arrêter la pratique des piquets de grève illégaux dans les arrêts de travail". Le comité directeur de l'UMWA décida "qu'en cas d'urgence il pouvait poursuivre les membres du syndicat dont les les actions menaceraient sérieusement l'intégrité du syndicat". Il refusa de défendre les mineurs emprisonnés pour avoir participé à des piquets autres que ceux de leur mine et de payer les amendes de grève. Il vota une résolution en dix points déterminant comment les arrêts de travail devaient être réalisés à l'avenir. Notamment, est déclaré illégale, la tradition voulant que la 2ème et 3ème équipe du jour se mette en grève lorsque la première équipe a débrayé, est interdit l'usage des fonds syndicaux pour payer des amendes ou des dépenses concernant une grève sauvage.

La grève a déclanché une hystérie anti-rouge des dirigeants, y compris syndicaux contre les leaders de la grève. Pourtant, à part un ou deux d'entre eux influencés par le maoisme, les actifs du comité de grève ne se reliaient à aucun groupe. Bien mieux, certains grévistes qui essayaient d'afficher et de placer la propagande de leur groupe au cours de la grève auraient été rossés par d'autres grévistes.

(2) La tradition de lutte aux U.S.A. comme en Grande Bretagne veut qu'un travailleur ne tente pas de traverser un piquet dès lors que l'usine est en grève.

I976 : Les mineurs contre les tribunaux

La fin de la grève de I975 n'était qu'un armistice dans l'incessant combat du travail contre la capital. Cette fois encore, elle éclate sur une question apparemment insignifiante qui fait partie des "grievances" et pas du tout sur les "principes" où certains voudraient bien l'enfermer. Elle débute à Cedar Coal Field près de Charleston (Virginie de l'ouest) (I) lorsque les mineurs demandèrent qu'un poste de liaison récemment créé par la direction soit assumé, pour des raisons de sécurité par un mineur expérimenté. La section locale du syndicat - UMW local I759 - transmit cette revendication dans le cadre de la procédure de l'accord de I974 pour le réglement des "grievances". La compagnie refusa alors de pourvoir le poste sous le prétexe qu'en tant que création d'emploi, il échappait à l'accord de I974. Un premier débrayage eut lieu en juin 76 et alors, syndicat et direction se mirent d'accord pour soumettre le cas à un arbitre fédéral. Le 9 juillet, l'arbitre trancha en faveur de la compagnie et une semaine plus tard, le juge du district, Knapp (2) infligea une amende de 50 000 dollars (250 000 F.) à la section syndicale locale et 25 000 dollars par jour de grève (I25 000F) si la grève continuait. La section locale n'avait que 28 dollars (I40 F.) dans ses caisses

Le syndicat était lié par ses propres accords et ne pouvait rien faire d'autre, même s'il l'avait voulu. Les mineurs n'avaient pas du tout les mêmes intérêts et n'étaient liés par rien. Le 24 juillet, la grève éclate - grève sauvage cette fois - dans le comté de Logan et s'étend rapidement. Un appel est lancé à tous les mineurs et dénonce comme jaune tout mineur qui travaille dans un puits même si les piquets en sont temporairement absents (3).

Le 27 juillet, Miller appelle les mineurs à reprendre le travail à un moment où la grève touche déjà au moins quatre Etats - 60 000 dans la Virginie de l'Ouest, l'Ohio, le Kentucky et le Maryland. Les chemins de fer commencent à mettre à pied les cheminots qui n'ont plus rien à transporter. Miller déclare : "Je pense qu'il est important pour tous les membres de l'UMW de comprendre que la poursuite de la grève ne sert pas les buts que nous poursuivons (4) mais ne peuvent que leur nuire ..... J'appelle et j'ordonne à toutes les unions locales de lancer un ordre de reprise pour la prochaine équipe". Le même jour, pour appuyer cette mise en demeure, 2I3 mineurs sont cités devant le tribunal pour "offense aux magistrats".

La réponse à ces menaces : Le 28 juillet 60 000 mineurs sur I50 000 sont encore en grève. Devant I00 délégués des mineurs en grève (vraisemblablement en partie des représentan. syndicaux de base), Miller essaie le 29 juillet à Charleston de parvenir à ses fins; il passe sous la table. C'est apparemment le dialogue de sourds. Miller : "Nous commencerons les négociations après le reprise du travail" les délégués : "Négociez d'abord, alors nous reprendrons le travail".

La grève s'étend encore en Illinois, Pensylvanie, Indiana et même Colorado. Miller déclare que le syndicat va à la faillite si la grève continue (à cause des condamnations). I1 parle bien sûr de son propre rôle de président grassement payé. 75 000 mineurs le 29 juillet, I00 000 le 8 août, bien que les utilisateurs (notemment les aciéries) déclarent avoir trois mois de réserves. Le 9 août , le bureau exécutif du syndicat redonne un ordre exprès de reprise et menace les grévistes d'expulsion et les sections locales de dissolution si la grève persiste. Miller, le président est pris violemment à partie par la bureaucratie du syndicat elle même pour "mal remplir ses fonctions" : Deux grèves sauvages en deux ans, c'est deux de trop pour un président de syndicat américain. A Charleston, Miller doit parler le I0 août devant les représentants syndicaux des mineurs. Un piquet de mineurs est installé à la porte et les mineurs occupent la salle : Miller renonce à parler. Mais cette occupation révèle que la grève recèle un double conflit : les mineurs

(I) La Virginie de l'ouest produit quotidiennement 400 000 tonnes de charbon surtout pour les aciéries
(2) Knapp a été nommé à ce poste par Nixon et a de sérieux appuis auprès du gouvernement corrompu de la Virginie de l'ouest Arch Moor
(3) On va plus loin que précédemment puisque la mine "piquetée en principe" peut être bloquée alors qu'aucun piquet n'y est réellement présent.
(4) C'est bien vrai les intérêts des mineurs et ceux du syndicat sont totalement différents.

doivent se battre non seulement contre le sommet du syndicat(comme ils le font depuis le début de la grève), mais aussi maintenant contre les dirigeants locaux qui ont soutenu - et même aidé - la grève au départ. Les I00 présidents des "local" des mineurs changent leur fusil d'épaule après le vote de 300 d'entre eux pour la reprise (300 contre 3).

Le I2 août, des milliers de mineurs reprennent en Virginie. Seule quelques uns veulent prolonger la grève de quelques jours jusqu'à la comparution de 2I3 d'entre eux poursuivis devant le tribunal.

Un délégué de base du local I353 à Mount Hope - Dong Wriston - résuma bien la situation : "la grande majorité de la base soutenait la grève mais la menace d'expulsion du syndicat a été déterminante dans la reprise. Si nous sommes battus, nous reprendrons le travail, mais nous nous organiserons et nous recommencerons. C'est juste une bataille, pas la guerre". (I)

Le conflit révèle la complexité des rapports travailleurs - syndicats aux U.S.A.. Il semble s'être situé à trois niveaux :

Pour la base, c'est une lutte de chaque instant pour la défense des conditions de travail; le droit de grève pour les "grievances" n'est pas un principe, mais un élément vital puisque toute la procédure imaginée dans les conventions n'est qu'un moyen de mettre de côté tout ce qui touche notamment à la sécurité. Mais toute la lutte sur ce terrain devient immédiatement doublement politique / elle touche directement à la politique de l'énergie, elle bat en brèche tout l'appareil légal de solution des conflits. Le conflit de pouvoir s'exprime non seulement avec l'Etat par le refus de se plier aux jugements pris par les patrons contre la grève, mais tout autant avec l'appareil syndical qui, dans cette grève brandit l'arme de l'exclusion qui, pour les mineurs aux U.S.A., signifie pratiquement la perte de l'emploi dans une région où il n'y a souvent pas d'autres débouchés.

Pour les leaders locaux, les dirigeants des "locals" l'important est de garder une certaine autonomie en tant que responsables, vis à vis de la base dont ils utilisent les luttes comme masse de manœuvre contre l'appareil (au départ, en raison de la situation que nous venons de décrire, ils n'ont aucune peine à le faire), vis à vis de l'appareil dont le pouvoir de négociation au plus haut sommet et la procédure arbitrale bien réglée conduit à une quasi élimination (ils ne sont plus que des agents de transmission). Ils peuvent jouer ainsi succèssivement la base contre les dirigeants et ensuite, (lorsque ces dirigeants menacent de dissoudre les sections locales et sans doute aussi aux prix de négociations secrètes sur un partage des pouvoirs), les dirigeants contre la base en ordonnant la reprise sans consultation.

Pour l'appareil, il y a certainement des conflits entre clans qui s'expriment par l'action des leaders locaux. Mais surtout, il y a la necessité de continuer à maintenir l'essentiel vis à vis des dirigeants patronaux : être une organisation syndicale capable de garder le contact avec la base, c'est à dire de "garder" à tout prix les troupes en mains. Les injonctions du tribunal, dans la grève de I975 rappellent opportunément que c'est là leur fonction et que s'ils ne l'accomplissent pas, il peuvent être tenus pour responsables financièrement. D'où les sanctions contre la base et contre les"locals".

(I) Dans une publicité contre la grève payée par le syndicat patronal (Bituminous Coal Operators Association) dans le New York Times du I0 août il est dit notamment que « depuis I974 il y a eu dans les mines 4.355 grèves sauvages.

AUTOUR DE L'AUTOMATISATION DANS LA PRESSE

L'INTERNATIONAL TYPOGRAPHICAL UNION (I.T.U.) ET L'AUTOMATION

(extrait d'un article écrit par un camarade de l'imprimerie de San Francisco)

L'accord conclu à New-York fin juillet 1975 entre le "Big - Six", le prestigieux local de l'ITU et Daily News et New York Times inaugure une ère nouvelle dans l'industrie de la presse. La durée du contrat (I4 années) et ses termes ont provoqué une attention considérable dans les industries affectées par l'automatisation. L'ITU a tourné irrévocablement une nouvelle page, certains disent la dernière, de son histoire.

Les milieux de la presse reconnaissaient depuis longtemps qu'un conflit décisif était inéluctable à l'expiration du dernier contrat en mars I973. Les journaux de New York représentaient un anachronisme dans la presse. The Miami Herald (sans contrat avec l'ITU) publiait deux fois plus de pages que le Times avec un personnel de moitié inférieur. Sous la direction de leur dynamique président Bert Powers, les typos de New York avaient cédé peu de terrain aux éditeurs pendant les dernières décades. Au prix parfois de grèves coûteuses pour les deux parties; l'ITU avait toujours réussi à arracher des augmentations de salaires substantielles et à freiner avec succès le développement de l'automatisation. En I970, les éditeurs avaient solennellement déclaré qu'ils négociaient pour la dernière fois le couteau sur la gorge et dans une position d'infériorité. Bien décidés à conquérir leur liberté d'action, ils préparèrent soigneusement la confrontation.

Les journaux les plus concernés par l'automatisation, le Daily News et le New York Times conclurent d'abord une alliance défensive. Ensuite, ils procédèrent secrètement à l'acquisition de nouvel équipement et à la formation d'un personnel de confiance.....

Quand Powers se décida à frapper, ses positions s'étaient détériorées. Les autres syndicats avaient signé des accords avec les éditeurs et déclarèrent qu'ils ne soutiendraient pas une grè e de l'ITU, injustifiée à leurs yeux. De son côté, la Direction nationale de l'ITU, peu soucieuse d'engager un conflit à l'issue douteuse, se refusa opiniatrement à autoriser une grève. Powers choisit le Daily News comme cible. Au lieu de recourir à la tactique habituelle, la tenue de meetings quotidiens et interminables dans les ateliers, il eut recours à des grèves perlées, le ralentissement de la production. Plusieurs millions de dollars de publicité ne furent pas publiés. Le Daily News accéléra ses préparatifs et délivra un ultimatum aux typographes: si aucun accord n'était atteint dans quelques jours, le nouvel équipement entrerait en fonction.

De nouvelles discussions aboutirent à une impasse. L'ultimatum expiré, trois typographes refusèrent de manipuler les clichés produits à l'aide du nouvel équipement et furent licenciés sur le champ. Dans un accès de rage impuissante, Powers s'empara d'une plaque gravée et la brisa. Contraints d'évacuer l'immeuble, les typos établirent leurs piquets de grève que les autres syndicats ingnorèrent. Avec l'aide du Times, le Daily News continua de paraître et améliora sa production de jour en jour. Dans la mesure où le Daily News se déclara prêt,

sous conditions, à ouvrir ses portes aux typographes, l'ITU se refuse à considérer l'incident comme un lock out, privant ainsi le "Big Six" des secours de grève... Un ultime effort de conciliation aboutit enfin à un accord où chaque partie fit des concessions substantielles.

Le nouveau contrat garantit un emploi à vie pour les titulaires mais aussi pour les substituts enregistrés à date dans les journaux. Aucun employé ne peut être renvoyé, dans aucun cas, mais seulement suspendu pendant la durée du contrat. Pour diminuer immédiatement les effectifs pléthoriques, des primes représentant parfois une année de salaire ont été instituées pour encourager les plus agés à prendre leur retraite. De plus, chaque ouvrier bénéficie d'un congé payé et supplémentaire de 6 mois pendant la durée du contrat.

Ce contrat est le plus long de l'histoire syndicale. En ce qui concerne les salaires, il expire en l'année fatidique de 1984. Généralement, ce sont les employeurs, soucieux de stabilité qui recherchent les longs contrats. A New York, Powers réalisa très bien qu'une garantie d'emploi à vie pouvait se révéler illusoire si les typographes se voyaient offrir une diminution de salaires une fois l'automatisation achevée. Par exemple, les garanties d'emploi à vie obtenues dans la région de San Francisco sont totalement indépendantes des contrats réguliers pour les salaires. Indépendamment d'une augmentation dite de productivité de 3 %, plus un pourcentage reflétant l'augmentation du coût de la vie. Des discussions sur les salaires pourront prendre place en 1978 et 1981

Le contrat de New York, après les accords de San Francisco, inspirera d'autres journaux quoique des avantages immédiats si substantiels ne pourront être obtenus dans de petites localités.

En échange, le syndicat a d'abord abondonné le maintien de la pratique séculaire qui consiste à recomposer puis détruire, les annonces émanant d'autres journaux ou des agences de publicité, un mois après leur parution. De plus, il a abandonné tout droit de contrôle et d'ingérence dans l'organisation de la production. Les éditeurs ont atteint leur but : la liberté complète d'automatiser la presse. Le contrat illustre le conflit entre les intérêts immédiats et futurs, entre les intérêts généraux et particuliers. Il peut apparaitre légitimement comme une bénédiction pour les typos new-yorkais, vieillissants pour la plupart et sans grand espoir de trouver un autre emploi. Mais ses effets à long terme pour l'ITU sont loin d'être totalement bénéfique.

.....

.... L'ITU a payé d'un lourd prix,celui de sa survie les avantages immédiats concédés à ses membres. Analysant méticuleusement l'accord de New-York, le New York Times écrivait le 19 juillet :... Un bulletin de décès pour le syndicat... Mais si le présent contrat marque un changement total d'attitude envers des discussions rationnelles, il signifie aussi la lente glissade vers l'oubli du syndicat typographique dans la mesure où il s'est effectivement condamné à accepter la réalité : l'automatisation est indispensable pour la survivance de la presse..."

... La plupart des grèves de l'année dernière se sont soldées par des défaites dans la presse. A l'exception de Pittsburgh, la production des journaux ne fut pas interrompue. A Akron, tous les syndicats respectèrent la grève des rotativistes, mais le journal continua de paraître. Après une semaine, les autres syndicats reprirent le travail. Le journal sort maintenant avec une nouvelle équipe réduite de moitié.
(Cette situation pousse à l'unification des syndicats de métiers dans un syndicat industriel unique)... En fait, les obstacles réels à l'unification sont les rivalités et intérêts des bureaucrates syndicaux. Après plusieurs échecs, la direction de l'ITU propose une nouvelle fois de porter les mandats du Conseil Exécutif de deux à quatre ans. Ceci parait il dans le but de "favoriser" l'unité ... L'unité des métiers de l'imprimerie et communications s'avérerait un leurre si elle était acquise au prix d'une nouvelle érosion de la démocratie syndicale.

GREVE ET SABOTAGE AU WASHINGTON POST

Texte extrait de Fifth Estate - Octobre Novembre 1975. Le Washington Post (WP dans le texte) est un journal bourgeois libéral. Les informations proviennent de deux grévistes de ce journal.

(Cette action s'inscrit dans un renouvellement du contrat du même style que ceux évoqués ci-dessus et au cours duquel le WP, comme les autres journaux essaie de reprendre en mains, à la faveur de l'introduction de nouvelles techniques ce qu'il a accepté autrefois comme nécessité par les techniques d'alors)

....près d'un centaine de rotativistes du WP ont saboté et détruit les pièces de toutes les rotatives dans l'immeuble du WP quelques instantsavant de se mettre en grève à 17 heures le 1 Octobre 1975. Depuis, 1500 ouvriers du WP sont en grève à cause du refus du journal de discuter les points essentiels d'un nouveau contrat.....

Chacune des 72 rotatives depresse du WP furent détruites dans l'action. D'énormes bobines de papier d'une tonne et demi et des poubelles étaient jetées dans les rotatives en marche. Les pièces fragiles étaient intentiennellement détruites et les mécanismes de blocage des rotatives étaient poussés alors que les presses étaient en pleine vitesse, détruisant les engrenages et rendant presque impossible tout déblocage.

Chacun connaissaint la machine qu'il conduisait et savait exactement comment la détruire. Les dégats s'évaluaient par millions et un expert de l'assurance déclare : "Je n'ai jamais vu autant de destruction de ma vie."

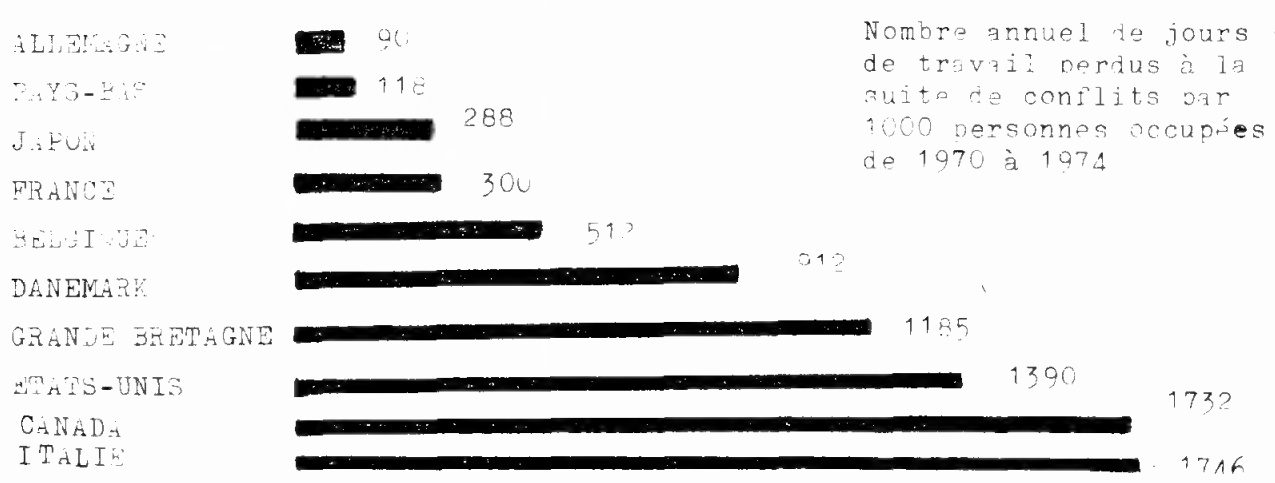
Le WP déclara que c'était du vandalisme gratuit mais admit qu'il semblait avoir été planifié et synchronisé :"Il doit être impossible d'arriver à un tel type de destruction en aussi peu de temps sans un plan, sans des tâches distribuées d'avance et sans des gens sachant exactement ce qu'ils faisaient."

Seulement quelques heures après ces évènements, WP confirma les craintes du syndicat en mettant "en congé" (en réalité c'était un lock out) tous les professionnels membres du syndicat, typos, rotos, linos, etc... Des piquets furent postés immédiatement et une bagarre sérieuse éclata quand un individu, traversant le piquet, boxa un des ouvriers.....

(La grève se poursuivit avec l'apparition de jaunes, de flics privés, un jugement ordonnant la limitation du nombre d'ouvriers dans les piquets à trois, les plombs du journal enlevés par hélicoptère vers des imprimeries clandestines..)

Dès le 13 octobre, le WP déclara que 4 des grandes rotatives étaient réparées et qu'il pouvait lancer des éditions de 24 pages sur ses propres presses. Par contre une des presses - plusieurs millions de dollars était complètement inutilisable .....

(Cette action n'empêcha nullement la grève de se terminer à peu près de la même façon que les autres grèves de la presse évoquées plus haut ; le syndicat sauvait sa position et sa fonction dans le capital en se pliant aux nouvelles exigences du journal, le WP, pour la mise en œuvre des nouvelles techniques de production)



NOTES SUR LES LUTTES DES OUVRIERS AGRICOLES

L'agriculture américaine est la plus industrialisée du Monde, la plus "productive" (I) et la plus concentrée : exceptées certaines régions (Vermont, zones du Sud-Est, etc), on n'y trouve que des grandes propriétés privées, appartenant souvent aux grands patrons monopolistiques (comme ceux des industries des produits chimiques et des engrais...).

En Californie par exemple, "il s'agit d'un vaste complexe compliqué qui s'épuise sur le lit annuel de quelques milliards de dollars... Passons de l' agriculture à la mégalo-industrie sur le roulement des ordinateurs et des actions en bourse... 6% des fermes (des domaines industrialo-agricoles), sont propriétaires des 75 % de la surface cultivable... On retrouve les noms bien connus de nos cibles capitalistes à la tête de ces grosses affaires : la Bank of America, la Butte Oil Co, la Standard Oil (Esso), le Pacific Railroad, la Di-Georgio-Fruit se partagent principalement le gâteau et, avec l'aide de leurs voisins plus modestes, amènent sur le marché américain 90 % des raisins, fruits et légumes !" (2).

"Si la solidarité "ouvrière" a quelquefois du mal à se concrétiser, celle du patronat n'est depuis longtemps pas un vain mot : Norman Chandler, directeur de la Safeway (une des plus grandes chaines de super-marchés américains) cumule sa fonction avec celle de propriétaire du Los Angeles Times, la présidence de la compagnie du Time Mirror ; il se trouve qu'il est aussi accessoirement le vice-président d'un ranch de 67 200 hectares en Californie..." (2).

Face à ces patrons, il existe donc aux U.S.A. un prolétariat agricole très important (environ 10 millions d'ouvrier(e)s dont un tiers seulement déclarés régulièrement...). La situation est donc là très différente de celle d'un pays comme la France où "sur une population agricole active de 2 millions de personnes (souvent des petits et moyens exploitants familiaux), on ne compte que 350 000 salariés agricoles (dont plus de 100 000 à temps partiels)"(3).

Tout au long du processus américain de concentration et d'industrialisation de l'agriculture, les ouvriers se sont révoltés contre leurs conditions de travail (5), particulièrement misérables, que ce soit dans les champs de coton (luttes des Noirs) ou les orangeraies du Sud, ou bien les grandes plaines de céréales et d'élevage du Nord et du Centre, mais la répression s'abattait toujours férocement, d'autant que ces millions d'ouvriers agricoles n'ont jamais pu jusqu'à il y a seulement une quinzaine d'années vraiment s'organiser sur le plan national, ni même se syndicaliser même dans les grandes luttes des années 20 et 30. Ceci était dû entre autres raisons au fait que les trois quart d'entre eux étaient et sont encore des saisonniers, des itinérants, voyageant selon les récoltes et le travail, changeant plusieurs fois par an de patrons, de lieux (de l'Est à l'Ouest !) et de compagnons de travail. De plus, ils appartiennent en grande majorité à des groupes ethniques minoritaires et sous-prolétarisés : mexicains, noirs, philippins, indiens, ex-européens pauvres, etc

Depuis une quinzaine d'années, les ouvriers agricoles ont commencé à se battre et à s'organiser sur une grande échelle, et ce mouvement a pris naissance essentiellement en Californie ; là, depuis un quart de siècle, l'élevage et les céréales ont progressivement été remplacés par la culture de fruits et de légumes de toutes sortes , grâce à l'irrigation des grandes plaines et vallées californiennes. Dans cette transformation, il y eut alors besoin d'une importante main d'oeuvre, tout au moins saisonnière, que l'on recruta essentiellement parmi les immigrés philippins et les mexicains, immigrés aussi mais bien souvent temporairement et illégalement, ceux-ci acceptant de travailler sans être déclarés ou assurés, pour de bas salaires et dans des conditions incroyablement misérables ; mais encore en 1971, le salaire moyen d'un ouvrier agricole n'atteignait pas 10 000 F (annuel), et l'espérance de vie était dans ce milieu de 49 ans ; la mortalité infantile est doublement plus élevée que la moyenne nationale ; les morts accidentelles sont de 300 % plus élevées que la moyenne nationale (800 personnes mortes d'empoisonnement par les pesticides en 1972 !) ; un quart des ouvriers ont moins de 16 ans ! 90 % des familles n'ont pas d'évier et 97 % n'ont ni douche ni baignoire ! (statistiques officielles).

Face à cette exploitation épouvantable, les premières grandes révoltes éclatèrent. Plus particulièrement, les ouvriers philippins et "chicanos" (américains d'origine mexicaine) commencèrent à s'organiser en comités locaux dont la coordination fit naître l'U. F. W. (United Farm Workers : Ouvriers agricoles unis), sous l'impulsion des luttes dans les ranchs et où quelques militants, comme Cesar Chavez (actuel président de l'U. F. W.), devinrent vite les leaders sans toutefois dominer le mouvement dans ses débuts (4).

Ce mouvement fut par ailleurs très lié aux révoltes des "masses minoritaires", notamment les chicanos (4) et par ce biais il a été non seulement très vite popularisé et soutenu par les travailleurs urbains mais il a été amené à dépasser dans ses revendications et sa contestation les limites d'une simple lutte de défense de la force de travail : le mouvement fut au début animé de ce qui est appelé ici "un esprit et une pratique communautaire", en ce sens que l'important était que les gens s'expriment et arrivent à se prendre en charge, à s'auto-organiser : constitution de comités autonomes dans les luttes, décisions prises en assemblées générales (soutien seulement matériel de l'organisation, sans directives dirigistes), entraide généralisée, construction et autogestion de crêches, de la Huelga School (l'école de la grève) à Delanno, d'une maison pour les vieux travailleurs, d'un hôpital et d'une maison commune du syndicat... auxquelles ont participé des travailleurs d'autres secteurs (ouvriers des villes, étudiants, profs, etc...). Création aussi d'un système d'assurance communautaire (il n'y a pas de Sécurité Sociale aux U. S. A., où la médecine est par ailleurs très chère... et où les trusts des compagnies d'assurances sont les plus puissantes).

Autre caractère de ce mouvement : le droit à l'expression de tous. Ce droit a encouragé non seulement les ouvriers mâles à s'exprimer mais aussi les femmes, qu'elles soient ouvrières dans les entreprises ou ménagères (femmes d'ouvriers agricoles), et donc aussi à participer, à combattre en même temps la traditionnelle domination masculine et le non moins traditionnel et particulier machisme mexicain ! Ce même droit permit aussi très souvent l'expression directe de travailleurs d'autres secteurs et qui apportaient leur soutien ou participaient au mouvement : grèves, boycotts, piquets de grèves, manifestations, propagande, fêtes, etc...

Il y a toujours eu de nombreuses révoltes dispersées, individuelles ou collectives, mais la répression était féroce, et les blessés et les morts furent nombreux, sans compter des milliers de licenciements, d'autant que l'administration (Etat, Justice, Police, etc...) était entièrement acquise à l'Agribusiness. Mais en septembre 1965, éclata une grève dans 34 ranchs à la fois, à Delanno ; les différents comités de grève purent cette fois-ci se rencontrer, se coordonner, s'unir et faire front en masse. La grève fut vite popularisée par les ouvriers agricoles, aidés par des groupes d'ouvriers urbains, et en Décembre, un grand boycott fut organisé pour les produits alimentaires de Schenley Industries.

L'année suivante, en Avril, Schenley Industries fut obligée de reconnaître les comités de Farm Workers... pour la première fois !

Le second contrat fut signé avec l' Etablissement Di Georgio, après une grève accompagnée aussi d'un boycott de trois mois. Le 10 Avril, 10 000 ouvriers agricoles firent une marche de 480 kms, de Delanno à Sacramento, pour populariser leur mouvement et faire reconnaître leur Union. En Septembre, leur Union s'affilie à l'AF. L. - C. I. O. en devenant l'United Farm Workers Organizing Committee".

En Octobre, ce fut au tour de la firme Pirelli-Minetti d'être touchée par la grève et le boycott. En Juillet 1967, cette firme fut obligée aussi de reconnaître l'Union et d'autres contrats (sortes de conventions collectives très précises) furent signées avec quelques autres grandes firmes (Christian Brothers, Almaden, Gallo No Vitiate, Goldberg Company, etc...), sous la pression toujours de grèves générales dans les fermes et de boycotts sur les marchés et dans les magasins par les consommateurs.

Depuis 1968, les travailleurs agricoles ont lancé de grands boycotts des produits de toutes les entreprises qui ne voulaient pas leur reconnaître le droit de s'organiser et de négocier les contrats (hausse de salaires, meilleures conditions d'embauche et de travail, etc...) ; ce fut alors le grand boycott du raisin de table... puis celui des laitues et des vins (dont le plus célèbre fut celui des vins Gallo). On vit alors Nixon déguster des raisins de marques boycottées devant les caméras de télévision ! Ce qui le tourna en dérision et popularisa encore plus le boycott ! Celui-ci fut un tel succès qu'il obligea effectivement les entreprises à négocier avec les délégués des ouvriers, tellement les stocks de produits invendus grossissaient... En 1969, en Février, des dockers de Londres refusèrent de débarquer 70 000 livres de raisin californien et recommencèrent en Janvier 1974. Des syndicats nord-européens réalisèrent un véritable blocus à ce raisin, etc...

En même temps, les ouvriers doivent faire face à une répression importante : contre les polices patronales armées et les flics officiels de l'Etat : "en 1973, deux syndiqués furent tués, des centaines blessés, et 4 000 arrêtés rien que dans les luttes des entreprises de production de laitues" (The alternative news paper, Octobre).

Mais la lutte sur le plan des contrats n'est pas terminée pour autant parce que si les ouvriers se battent contre les patrons et leurs flics, ils se battent aussi contre une administration qui vient encore de leur refuser la "proposition 14", loi

qui aurait garanti la représentation de l'U. F. W. aux élections d'entreprises et la permission aux syndicalistes d'entrer dans les entreprises pour populariser les droits des travailleurs (Rio Grande Weekly, 12 Nov. 76). Mais l'accession de Carter à la présidence signifie à moyen terme l'acception de cette loi ("Carter says "yes" on 14" titrait El Malcriado (U. F. W.) de Septembre 1976).

Et l'U. F. W. doit aussi se battre férocement contre le syndicat des Teamsters qui a voulu profiter de la peur des patrons face à l'U. F. W. pour signer des contrats à des prix plus "patronaux", moins élevés, ceci dans le but de s'assurer le contrôle complet d'un secteur par le biais du monopole total de la représentation de la main d'oeuvre (les Teamsters, syndicat le plus corrompu des Etats-Unis et lié à la Mafia, comptent déjà dans leurs rangs les conducteurs de camions, les emballeurs, les ouvriers des conserveries : deux millions de membres !).

Actuellement (Janvier 1977), l'U. F. W. a réussi à repousser l'assaut des Teamsters en gagnant plus de contrats (50) et à s'implanter dans d'autres régions que l'Ouest, notamment en Floride. Mais l'U. F. W. devient elle-même si tentaculaire et si obligée à des compromissions et des contradictions (en tant qu'institution-tampon entre ouvriers et patronat) qu'un mouvement en marge, plus autonome d'ouvriers agricoles, pourrait se développer, sans pour autant tomber dans l'alternative "teamsters".

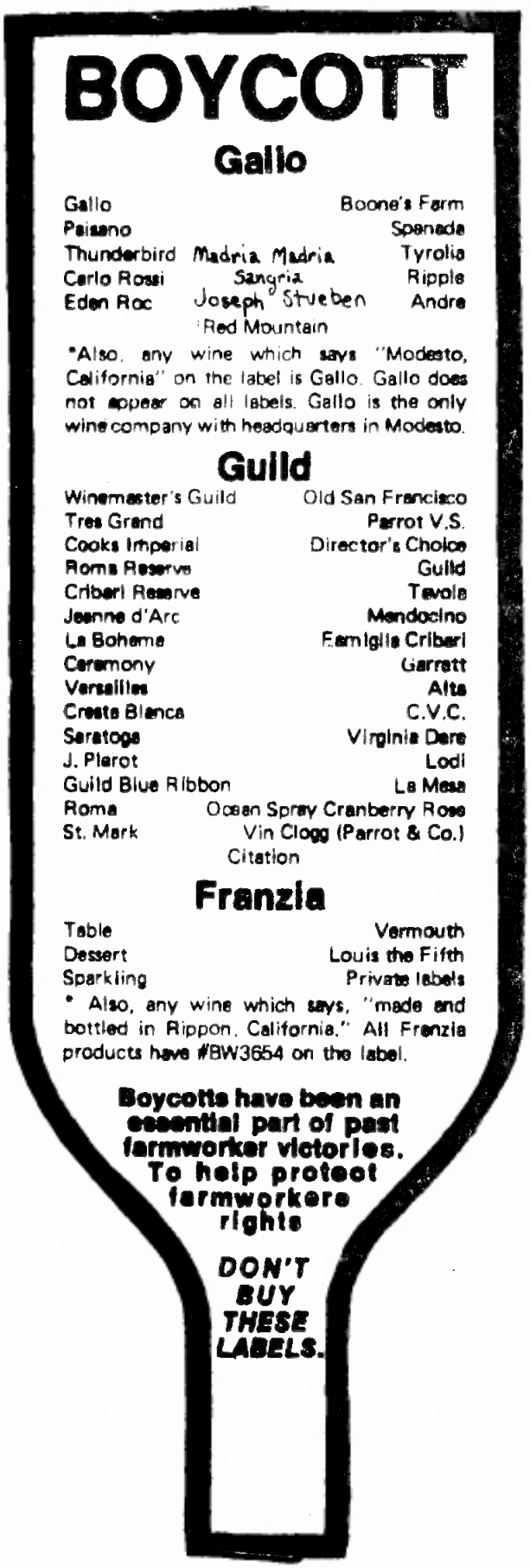
Incontestablement efficaces dans leurs buts réformistes et dans le réveil d'une conscience de classe parmi les travailleurs agricoles qui ont pris eux-mêmes en mains leur défense, toutes les actions, les victoires et l'évolution de l'U. F. W. méritent pourtant d'être analysées plus profondément dans leur contenu, leurs formes d'organisation ainsi que dans leurs perspectives explicites ou implicites. Si les premières grèves se sont déclarées et organisées de manière spontanée et autonome, y compris à la naissance de l'U. F. W., l'organisation de la lutte revendicative dans ce secteur, retardataire d'un point de vue social pour des raisons historiques, tombe peu à peu sous la coupe d'un syndicalisme professionnel de type classique, avec ses leaders, permanents, ses animateurs professionnels et leurs idéologies et leur pouvoir (les idées non-violentes de Chavez, transformé souvent en idole, dominent encore aujourd'hui le mouvement), ses compromis avec les institutions : patrons modernes reconnaissant la nécessité des syndicats pour "tenir" la classe ouvrière, les autres syndicats intégrés de l'A. F. L. - C. I. O., les église (soutien du Pape), les politiciens libéraux (comme le gouverneur Brown de Californie), etc... Ces compromis en exigent d'autres et le syndicat est effectivement amené à étouffer ou réprimer (au niveau de l'expression ou des luttes elles-mêmes) les tendances révolutionnaires et autonomes qui pourraient nuire à ces soutiens officiels...

L'U. F. W. fait le chemin qu'ont fait tous les syndicats... Elle est amenée à chercher à adoucir la contradiction fondamentale entre la propriété privée des exploiteurs et la production de plus en plus socialisée des travailleurs, et ceci au profit donc des structures capitalistes. Face à cette intégration progressive de leur premier et réel grand moyen de lutte, on ne peut pas dire encore si les travailleurs agricoles des U. S. A. crèent déjà un mouvement plus autonome, comme on peut déjà le voir dans le secteur industriel (grèves sauvages, mouvements anti-syndicalistes et anti-capitalistes, Mais déjà les contradictions au sein même de l'UFW éclatent,

au sein d'une pratique qui se hiérarchise et se compromet de plus en plus (soutien de Chavez aux candidats démocrates des dernières élections) et au sein d'une idéologie qui a peut-être payée à un moment donné de la lutte mais à laquelle maintenant de plus en plus d'ouvriers agricoles, surtout les jeunes, refusent de s'identifier: le catholicisme social, non-violent et réformiste, de Chavez et de son équipe ne leur convient plus.

L'action revendicative des ouvriers agricoles californiens, syndiqués ou non, n'est pas le seul mouvement contre l'Agribusiness américain (5). Par exemple, de plus en plus de jeunes des villes, comme dans tous les pays industrialisés, et depuis une quinzaine d'années, sont partis vivre dans les campagnes, soit dans les entreprises agricoles classiques, soit de manière plus"autonome", pour y créer d'autres manières de travailler la terre, dégager une critique du mode de production agricole capitaliste, et vivre d'autres rapports sociaux, entre eux et avec leur voisinage.

Ce mouvement porte en lui toute l'hétérogénéité et les ambiguités du "marginalisme" et des idéologies rétrogrades qui peuvent en partie le motiver, mais il a aux U.S.A. (5) une influence non négligeable, soit localement, soit sur un plan plus général de contestation, souvent très parcellaire, des effets aberrants de l'agriculture capitaliste: cultures par méthodes "organiques" (respect des cycles de reproduction naturelle, collectifs "libertaires" de production et de vie quotidienne, des centaines de coopératives de consommation, de très nombreuses publications etc).



Ce texte ne se veut ni un historique complet ni une analyse précise de la situation des travailleurs agricoles aux Etats-Unis, mais suelement une première approche de luttes quasi-complètement méconnues en Europe et plus particulièrement en France.

Nous demandons aux camarades américains de nous en informer beaucoup plus et de nous faire parvenir leurs analyses. Nous continuerons pour notre part de publier ces informations, critiques, discussions dans le bulletin ECHANGES.

-°-°-°-°-°-°-°-°-°-°-

notes :

(1) au prix d'une incroyable destruction écologique : lire à ce sujet l'article de David Simpson, "La viande", (Les Temps Modernes, Sept. 76).

(2) "La longue marche des Farm-Workers", de Jean Michel Asselin. 5 F. B.P. 26 71800 La Clayette. France.

(3) "Les paysans face à la révolution". Revue La jeune Taupe n° 9 et 10 : Librairie Parallele, 41 rue St Honoré, Paris I.

(4) selon l'article "Le réveil d'une minorité : les Chicanos" + une bibliographie sur la question (dans "Regards sur la Californie". PPS du 18.1.74 : La Documentation Française, 29 quai Voltaire, Paris 7 ; il existe par ailleurs dans cette collection de nombreux dossiers très documentés sur les Etats-Unis).

(5) "Radical Agriculture". Edition : Harper Colophon Books. 1976. New-York.

-°-°-°-°-°-°-°-°-

L'article

PROBLEMES DES SYNDICATS AUX USA

est reporté à la fin de la brochure

L'UTILISATION DES "CITIZEN BAND RADIOS" ET LA GREVE DES CAMIONNEURS

Les radios C. B. sont des postes émetteur-récepteur d'une puissance de 4 watts (maximum légal), ils sont conçus pour des communications sur courte distance (environ 8 km) à travers 23 canaux échelonnés aux alentours des 27 Mhz. Installés principalement sur les camions et les voitures, il existe également des postes fixes installés dans certains restaurants routiers et des C. B. portatifs qui ne sont autres que des walkie-talkies. Bien qu'existant depuis longtemps, les C. B. ne représentent un marché que depuis 1973, quand les camionneurs ont commencé à s'en servir pour déjouer les contrôles de vitesse. Pendant le seul mois de novembre 1975, quelques 300 000 personnes ont fait une demande de licence auprès de la F. C. C. (Federal Communications Commission). Environ un camion sur deux et une voiture sur vingt sont actuellement équipés de C. B. ; la F. C. C. prévoit qu'en 1979, 15 millions de véhicules le seront (le prix de la licence est passé de 100 francs à 20 francs ; on peut acheter une C. B. pour 500 francs).

En décembre 1973, quelques 3000 camions (NY Times) bloquaient des intersections clés de la nation : l'autoroute 80, principale route reliant l'Est à l Ouest, et plusieurs routes connectant le Michigan à l'Ohio et l'Indiana. Il s'agissait, pour la plupart, de petits propriétaires possédant leur camion (ils sont plus de 100 000 aux USA) ; déjà é. asés par le poids des diverses taxes, ils réagissaient là contre l'augmentation du prix du gas-oil (passant de 35 cents à 60 cents le gallon), la limitation de la vitesse à 55 mph (88 km/h) dans certains états, et la parcimonie avec laquelle la F. C. C. distribuait les licences pour C. B. Avant le début du mouvement, beaucoup de camionneurs possédaient illégalement une C. B. dans leur camion (puisque la F. C. C. donnait peu de licences) ; ils s'en servaient pour se communiquer des renseignements sur des contrôles de police éventuels. Ici, elles servirent à organiser la lutte : "Toute la nuit, de petits groupes de conducteurs rassemblés autour de C. B. installées dans certains restaurants routiers échangeaient des informations et dirigeaient les camions aux endroits à bloquer, calmant les conducteurs qui menaçaient de devenir violents avec les autorités" (NY Times). "Maintenant ils peuvent se parler entre eux... Ces radios ont sans aucun doute joué un rôle dans l'organisation des blocages" déclara Tom Gwilt, président de la "Steel Haulers Association" de l'Indiana (association de transporteurs indépendants). Il y eut trois jours de blocages intermittents (dans une douzaine d'états), d accrochages avec les gardes nationaux, quelques arrestations, quelques blessés. Quatre camionneurs allèrent à Washington pour négocier avec le chef du département des tr sports ; parmi eux se trouvait J. W. Edwards qui se disait être le leader du mouvement. A la fin de la réunion, J. W. Edwards (dit "River Rat" sur les C. B.) fut emmené par hélicoptère vers un émetteur C. B. de très haute puissance appartenant à l'armée. Il prit le micro pour annoncer qu'un accord avait été conclu et que les camions devaient maintenant rouler. Cette façon d'utiliser les C. B. comme un "mass medium", appuyée par une propagande des mass media montrant qui était J. W. Edwards et son rôle présumé dans le mouvement, produisit le résultat escompté : une partie des camions leva le camp, d'autres furent enlevés par les gardes nationaux. Ce fut la fin d'un mouvement marqué d'avance par son caractère partiel ; les C. B. furent les instruments de sa force et de sa faiblesse.

Le 2 février 1974, les rayons des épiceries du nord-est des Etats-Unis étaient vides et l'épine dorsale de l'industrie américaine était cassée en une douzaine de points. Les camionneurs venaient de remettre ça depuis le 24 janvier, mais cette fois-ci, ils étaient armés. Les gardes nationaux aussi : trois camionneurs furent tués par balles. Les grévistes tiraient sur les camions des jaunes. Un camionneur indépendant de Détroit entendit sur sa C. B. qu'on venait de tirer cinq coups de feu sur un camion à deux kilomètres delà ; le camionneur rentra chez lui et ne bougea plus. Certains furent blessés par balles. Le magazine "Rolling Stone" rapporte q'un conducteur employé d'une grande compagnie de transport, arrêté par des grévistes manifesta son envie de ne pas travailler, mais dit qu'il y était contraint sous peine de licenciement ; les grévistes se mirent alors à esquinter son camion, brisèrent les vitres et lui dirent : "Vas montrer ça à ton patron

et dis-lui qu'on a menacé de te tuer si on te reprenait". L'employé les remercia et retourna à la compagnie.
Les blocages perturbèrent le transport de l'acier, des pièces d'automobiles et de machines, de la nourriture (la moitié de l'alimentation américaine est transportée par camions). Frank Fitzsimmons, président du syndicat des Teamsters, était coincé entre les revendications de "sa" base et son amitié pour Richard Nixon. Les menaces de pénurie alimentaire dans certaines villes, la fermeture d'ateliers dans certaines usines conduisirent le pouvoir à employer des méthodes plus violentes. On vit des convois formés d'une cinquantaine de camions escortés par des gardes nationaux armés. Fitzsimmons mit en garde contre le danger de "prendre ses affaires dans ses propres mains" ; le gouvernement menaça de faire intervenir l'armée, puis le mouvement s'arrêta.

La grève des camionneurs de 73-74 donna naissance au mythe de ces chevaliers des temps modernes, maîtres de la route dans leurs engins rutilants munis de C. B. radios ; des disques à succès, reprenant cette mythologie agrémentée d'argot des C. B., furent vendus.

Aujourd'hui, les C. B. sont si largement utilisées que, quelle que soit l'heure et quel que soit l'endroit auquel on se trouve, même si la densité de véhicules circulant alentour est faible, on obtient toujours des réponses aux appels lancés (donc des informations sur la position des flics). Ceci ajoute une dimension à la conduite automobile, rompt le sentiment d'isolement qui n'avait qu'été accentué par les "auto-radio" et les "stéréo-cassette". Voilà donc sans doute la raison de leur succès, même si la communication produite est souvent illusoire. Les C. B. sont utilisées pour le meilleur et pour le pire. Le jeu avec (contre) les flics reste prédominant et s'effectue à travers un argot propre à déjouer les lois de la F. C. C. qui interdit l'usage des mots grossiers et l'utilisation des ondes dans le but d'enfreindre la loi. La connivence existant entre les possesseurs de C. B. est à cet égard enthousiasmante. En août dernier, j'ai assisté à la rencontre de deux "C. Bistes" dans une cafétéria d'autoroute ; ils avaient décidé de prendre un pot ensemble après quelques centaines de kilomètres de parcours commun. La conversation allait bon train quand deux flics entrèrent dans la cafétaria ; ceci eut pour effet un réflexe collectif à caractère international : ils s'arrêtèrent immédiatement de parler.

En dehors des moments de lutte, les informations échangées portent essentiellement sur le civisme ou la façon de mieux consommer : on s'indique les restaurants bons et pas chers, les stations service à bon marché, des groupes de bénévoles se sont créés pour aider les automobilistes en cas de panne, d'accident ou d'agression, etc... Des utilisations marginales se développent également : des prostituées s'en servent pour mieux tapiner, des auto-stoppeurs pour aller plus vite....

Les C. B. ont sûrement été utilisées au cours de plusieurs conflits sociaux. Outre le mouvement des camionneurs de 73-74, les C. B. ont servi aux grévistes de Westinghouse (voir article de Peter Rachleff). Dans cet article, il est dit que les bureaucrates, lorsqu'ils préparaient un plan de reprise en main de la grève, avaient projeté de s'en servir. En fait, il faut ajouter à ce récit que les grévistes s'en sont servis avant même que les bureaucrates n'interviennent. L'usine de Pittsburgh est la plus grande des usines de Westinghouse, elle mesure plusieurs kilomètres de long, il y a neuf entrées, certaines espacées de 500 mètres, d'autres de 2 kilomètres. Il y avait un piquet à chaque entrée ainsi qu'une voiture équipée d'une C. B. Une voiture centrale installée dans le parking de l'usine coordonnait le tout. Ceci permettait la diffusion immédiate d'informations diverses ; si un groupe suspect était repéré à une entrée, des secours pouvaient alors être envoyés. Des informations de seconde main laisseraient à penser que les mineurs auraient également utilisé les C. B. au cours de leur grève d'août 1976.

LA VIOLENCE A DETROIT

Détroit est une ville conçue pour le bien-être de l'automobile. Dans cet urbanisme marqué par l'esprit de géométrie, les distances sont grandes : 8 mile road, 10 mile road. Comme dans toutes les agglomérations américaines, et contrairement à ce qui se passe en France, la ville elle-même est laissée à l'abandon, c'est-à-dire aux catégories les plus pauvres de la population (mis à part le "downtown", quartier des bureaux et des édifices publics), les cadres habitant aussi loin que possible dans la banlieue. Plusieurs autoroutes sillonnent la ville et mènent au "downtown" : leur construction a présenté le double avantage de rompre l'unité de certains quartiers de la ville et de créer des voies d'accès directes au centre des affaires ; creusées au dessous du niveau de la ville, elles permettent ainsi à la "middleclass" de ne connaître Détroit qu'à travers les récits d'agressions relatés quotidiennement par les journaux locaux. Une grande partie des ouvriers habitent les banlieues limitrophes, telles les "structures pavillonnaires" de Dearborn et d'Inkster construites il y a longtemps par Henry Ford (à l'origine Dearborn était réservé aux ouvriers blancs et Inkster aux ouvriers noirs ; Inkster vient de "ink", encre !). La violence de l'urbanisme, la violence de l'exploitation, de la guerre, de la drogue (beaucoup de jeunes et surtout des anciens du Vietnam sont sévèrement atteints par les drogues dures), amènent en retour la violence des individus, plus ou moins bien dirigée contre les causes réelles de leur malheur ; beaucoup de contremaîtres se font casser la gueule dans les usines automobiles, des "gangs" de jeunes Noirs attaquent des Blancs dans les rues de Détroit.

La ville de Détroit est constituée de plus de 50 % de Noirs dont une grande partie habite le ghetto situé à l'est. Le dimanche 15 août 1976, environ 150 jeunes Noirs se sont rendus au Cobo Hall de Détroit ou se déroulait un concert de "rock" rassemblant plusieurs milliers de personnes. Ils ont attaqué les policiers qui se trouvaient aux alentours, ont cassé quelques vitrines, puis sont entrés dans le lieu du concert où ils ont rançonné les spectateurs, les ont frappé, et auraient violé des femmes (Détroit Free Press - grand journal de Détroit). Les policiers ne sont pas intervenus car, disaient-ils, ils ne se sentaient pas en situation de force. Deux jours plus tard, Douglas Fraser, vice-président du syndicat de l'automobile UAW, grand supporter du maire de Détroit, Coleman Young, qui l'a placé comme directeur de la commission sur la police, déclarait dans une interview :

"Je suis très attaché sentimentalement à cette ville.... J'ai pris part à de nombreux comités et commissions divers ayant pour but d'aider Détroit. Mais tout cela devient absolument vain si nous ne regagnons pas notre liberté de citoyens et ne parvenons pas à contrôler la criminalité".

Les divers "gangs" compteraient un millier de jeunes Noirs (15-18 ans) de l'East Side dont un noyau d'environ 200 déjà fichés par la police ; ils terroriseraient leurs parents qui n'oseraient pas les dénoncer (Détroit Free Press). Ils agissent le plus souvent par petits groupes d'une vingtaine de personnes, chaque groupe ayant un nom : the Mad Dogs, the Black Killers... Ils se battent entre eux, ils auraient des territoires (Détroit Free Press), ils se battent contre la police, ils pillent des magasins de sport pour prendre des armes, ils effectuent des braquages parfois mortels. Mais le plus souvent, ils ne font qu'effrayer les gens dans la rue pour les rançonner ou simplement pour le plaisir de terroriser (spécialement les Blancs). Mais ils attaquent également dans les quartiers noirs. Un journaliste du "Détroit Free Press" a assisté lui-même à une attaque quelques jours après les incidents du Cobo Hall. A onze heures du soir, une heure après le couvre-feu (voir plus bas), une bande d' une quinzaine de jeunes Noirs "portant des chaussures de daim, des vestes en satin et coiffés de borsalinos entrent dans le "Burger King" (restaurant) de Warren street, à l'est de Conner street (quartier noir de Détroit), avec des airs nonchalants et effrontés. Ils commandent une grande quantité d'hamburgers et de frites et pendant qu' ils attendent d'être servis, ils proclament

leur appartenance à l'un des gangs les plus connus du East Side : "Les Tueurs Noirs" (the Black Killers). Ils bousculent les clients, menaçant de leur tirer dessus et de mettre le feu à la boutique". En fait, ils ne font rien ; ils sortent du restaurant, s'amusent un peu à bloquer la circulation, puis entrent dans un autre restaurant ; là ils recommencent la même scène, ils "effraient les serveuses et les clients qui sont eux aussi noirs" ".... " "Soudain, un membre du gang arrache le couvercle métallique d'une boîte à ordure (servant à déposer les restes de nourriture) et le lance à travers la pièce. Puis il saisit la boîte elle-même, répand son contenu sur le comptoir et menace de l'envoyer sur la serveuse terrifiée". Il ne le fera pas, mais enverra tout de même la boîte sur les fourneaux et le bac à friture, provoquant une pluie de frites. Après avoir porté un coup à un homme qui s'était levé, ils s'en iront en criant "B. K. 's, B. K. 's" (les "Black Killers").

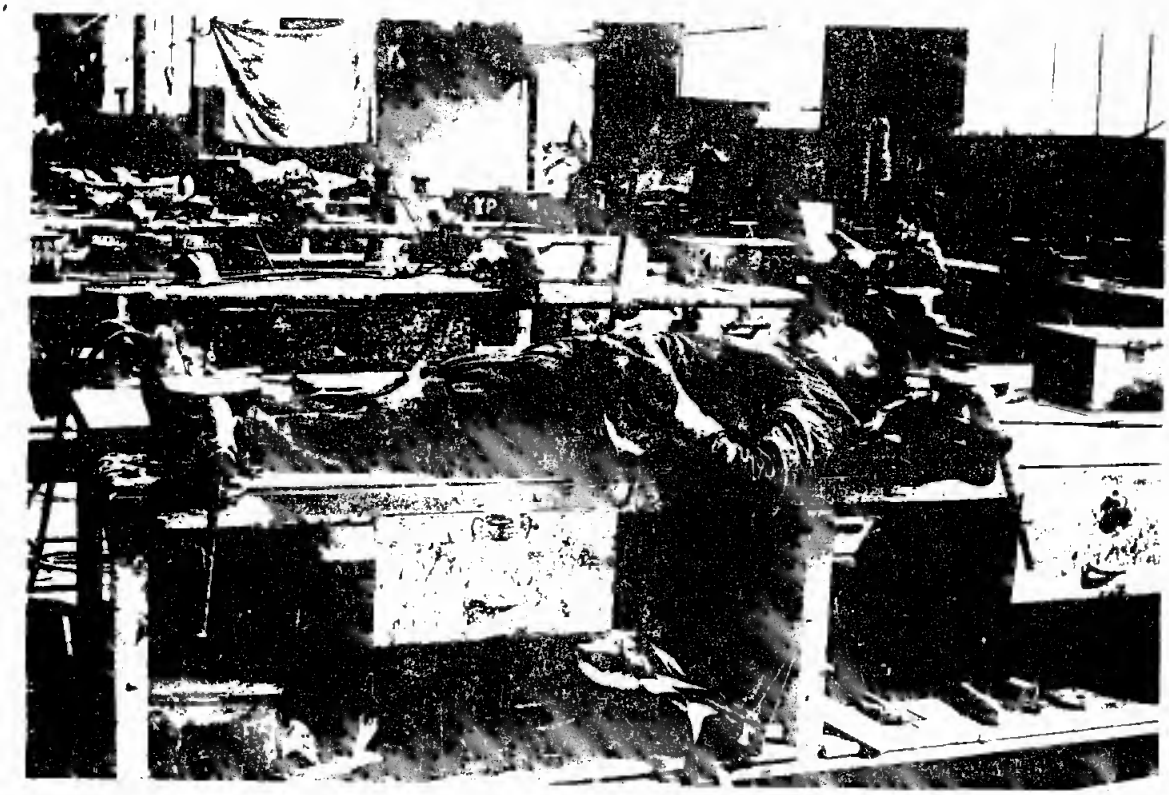
Les gangs existent depuis longtemps, mais aujourd'hui ils semblent déborder de leur espace imposé du East Side, bien qu'il n'y ait pas situation d'émeute. Les Noirs américains qui ont combattu dans les "commodity riots" de 64-67 (10 à 20 % de la population noire était en général engagé dans les combats) ne se sont pas laissé politiser par les militants du Black Panther Party, parti dont les cadres, aujourd'hui, s'inscrivent sur les listes électorales, vendent des pantalons ou croient en Dieu. Il faut dire que l'ambiance de carnaval et de joie intense qui prévalait au commencement d'une "commodity riot" (Report to the national commission on the causes and prevention of violence) ne s'accordait pas avec les rappels à l'ordre révolutionnaire des bureaucrates paramaoïstes. Le 29 juin 1976, une bande de 25 jeunes Noirs ont attaqué et frappé deux jeunes blancs qui sortaient d'un festival organisé par un mouvement pour la libération des homosexuels ; la femme fut traitée de "white bitch" (chienne de blanche). L'échec théorique et pratique du mouvement noir américain depuis la période des dernières émeutes explique ce retour en force du racisme anti-blanc. Le Black Panther Party s'était répandu principalement parmi les étudiants et les jeunes chômeurs (plus généralement au sein du "lumpen" noir) ; les ouvriers noirs, peu touchés par l'idéologie des Panthers, tendent plutôt vers l'abolition du racisme, tout au moins à la manière du mouvement économique lui-même, sous la forme de l'intégration.

Trois jours après l'attaque du Cobo Hall, un couvre-feu fut déclaré par les autorités de la ville, interdisant à tout jeune de moins de 18 ans, non accompagné d'adultes, de se promener dans Détroit après 10 heures du soir sous peine d'amendes et de peines de prison pour eux-mêmes et leurs parents. On rappela 250 policiers récemment licenciés à cause des problèmes de gestion de la municipalité, des bénévoles remplacèrent les "highway patrols" (policiers des autoroutes) pour que les flics ainsi libérés servent à la lutte anti-crime. Enfin les journaux reparlèrent de la "stress squad" (brigade du "stress' qui était composée de policiers "d'élite" et qui avait pour but l'anéantissement des gangs. La méthode consistait à tendre des pièges aux "criminels" ; un policier se déguisait en femme ou en vieillard et se promenait dans les quartiers "chauds" pour provoquer les gangs. Ce système fut l'occasion d'une véritable tuerie : de nombreux jeunes Noirs furent abattus. L'un des policiers de la brigade, un nommé Patterson, tua à lui seul 8 jeunes Noirs. Il prétextait à chaque fois qu'il avait été menacé par un couteau. Des gens le soupçonnèrent, une enquête fut menée sur lui et aboutit à ce qu'on prouva que le couteau en question était le sien. Il fut viré et la "stress squad" disparut.

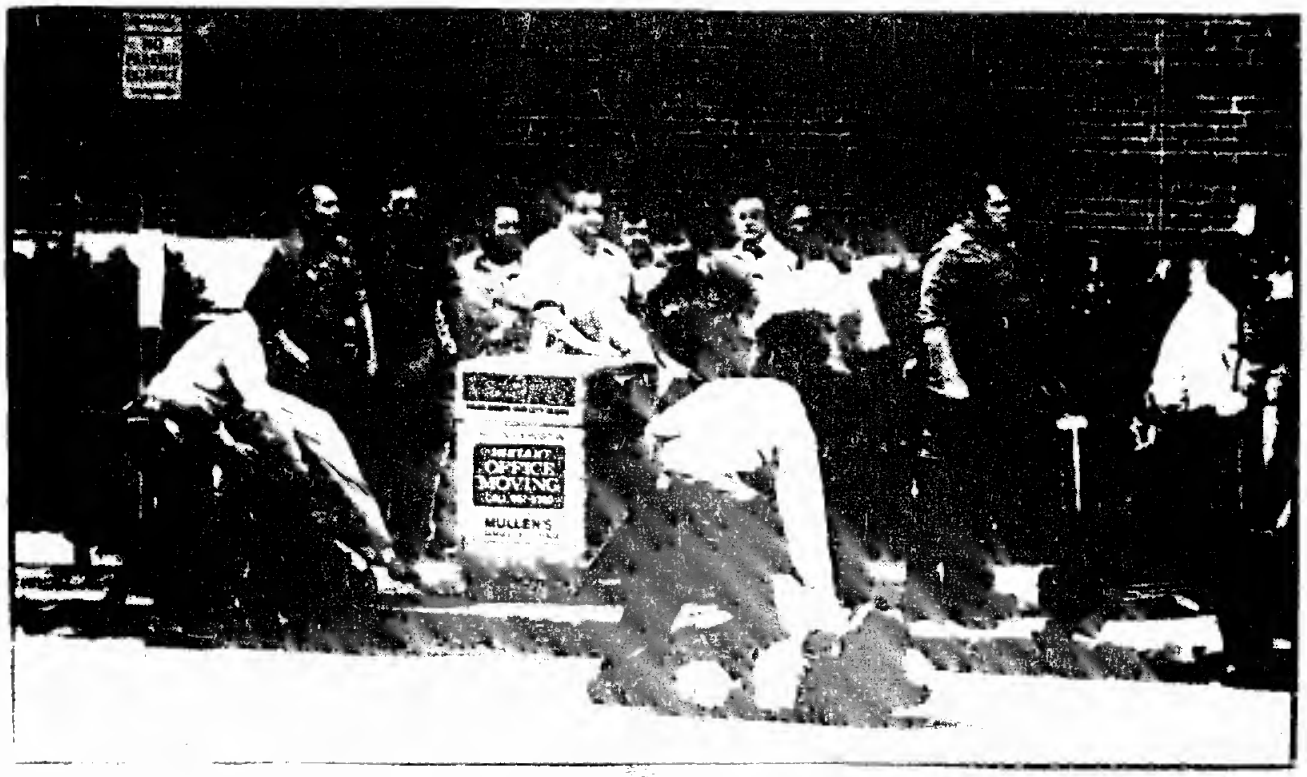
Si à Détroit, comme partout ailleurs aux USA, les media amplifient à dessein le niveau de violence régnant dans la ville, il semble qu'ici les autorités se servent de ce climat entretenu pour expérimenter leurs techniques policières. Depuis 1971, le département de la police possède 6 hélicoptères qui servent à surveiller la ville 16 heures sur 24 Mis au point au début des années 50, pendant la guerre de Corée, les hélicoptères sont de instruments de surveillance très efficaces (et d'attaque en cas d'émeute). Une coïncidence frappante fait que, au début des années 50, une maladie connue décima les arbres de la ville et que rien ne fut envisagé pour l'arrêter ; aujourd'hui, Détroit se présente comme une ville très étendue, sans arbres, composée de maisons basses, bref comme un champ d'expérimentation idéal pour la surveillance par hélicoptère. Un hélicoptère peut facilement patrouiller une zone carrée de 10 kilomètres de côté, il vole à une vitesse de de 100 km/h. à une altitude de

300 mètres, et met en moyenne 75 secondes pour arriver à un endroit donné. Pour que les pilotes puissent mieux se repérer dans la ville, les autorités sont actuellement en train d'inciter les habitants à inscrire le numéro de leur adresse en grands chiffres sur le toit de leur maison. Pour la surveillance nocturne, l'hélicoptère est muni d'un puissant projecteur (lampe au xénon de 1600 Watts) qui peut aisément éclairer la surface d'un terrain de football; il est en outre muni d'un haut-parleur qui permet aux policiers de parler aux suspects éventuels. Un camarade de Detroit m'a décrit la façon dont ils intervenaient. Un soir, vers une heure du matin, il marchait seul dans une rue lorsqu'un hélicoptère vînt s'immobiliser à quelques 25 mètres au dessus de lui. Il fut d'abord ébloui par le projecteur, puis les policiers lui demandèrent par haut-parleur ce qu'il faisait là; il répondit qu'il rentrait chez lui et les flics n'insistèrent pas. Un autre jour, il se trouva dans les mêmes circonstances avec une dizaine de copains; cette fois-ci le groupe répondit par des insultes. Une voiture de police alertée par radio depuis l'hélicoptère arriva très vite sur les lieux.

L'immense provocation que constitue ce système policier trouva une réponse le jour du nouvel an de l'année passée. Beaucoup de gens sont armés aux Etats Unis, et il se trouva quelqu'un, en ce jour d'exaltation collective, pour tirer sur un hélicoptère. L'hélicoptère s'écrasa, les deux policiers qui l'occupaient sont morts.



Des mineurs au cours de la grève de l'été 1976 (voir article ci-dessus)



25 ouvriers furent arrêtés au cours des quelques jours pendant lesquels le Washington Post fut "piqueté " après le sabotage des machines .

NOTES CRITIQUES

LES ETATS-UNIS EN QUESTION

LES TEMPS MODERNES - PARIS SEPTEMBRE 1976

Ce livre de 446 pages se compose d'une quinzaine d'articles divers dont une bonne moitié ne sont qu'un mélange de populisme du style-Libé (France) et d'opportunisme qui a bien du mal à douter encore du mythe de la Grande Amérique, cette mère-patrie, ce Nouveau Monde, où pour certains la lutte des classes n'existerait pas ou serait "dépassée", où la classe ouvrière serait bourgeoise, où pour d'autres (et souvent les mêmes...) se forgerait une "nouvelle conscience" révolutionnaire sur la base de révoltes obscures et minoritaires mais exeptionnellement "radicales" (Noirs, Indiens, mouvement féministe, expériences communautaires, etc...). La plupart des obsevations ne dépassent guère un sentimentalisme très romantique d'intellectuels européens (ou américains) fascinés par les spécificités spectaculaires et les exhubérances marchandes de la forteresse du capitalisme mondial, ou par ses vedettes gauchistes des années 60...

Comme présentation de cette série d'articles, écrire que "la conscience de classe du prolétariat américain a longtemps été occultée par les conditions particulières du Nouveau Monde" (Elise Marienstras), c'est ne pas connaître l'histoire réelle du mouvement ouvrier américain, de ses luttes innombrables et permanentes (I) face à l'exploitation et à la répression d'un pouvoir (patronat, syndicat, Etat, police, armée) qui n'a jamais hésité à massacrer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays!

Le confusionisme des premiers articles est sous-tendu par une conception tout à fait léniniste et paternaliste de la "conscience de classe", et donc du mouvement social tout entier, une conception a-dialectique fondée sur un jugement moral des apparences ou des images multipliées sur le marché de l'idéologie par les médias tout puissants (et répercutées par leurs homologues européens), une conception qui ne se base pas sur l'histoire réelle des luttes ouvrières, de leur processus, de leurs formes et contenus plus autonomes d'organisation ou de la radicalisation de leurs buts.

Le léninisme condescendant qui accompagne les états d'âme d'un Gavi s'apparente au peu d'interêt et au confusionisme des articles sur la "nouvelle gauche américaine", le devenir de ses vedettes "radicales" des années 60 qui se sont investies depuis dans des actions localistes ou électoralistes. Cette approche gauchiste empêche toute analyse sérieuse d'un phénomène assez nouveau qui se développe effectivement aux Etats-Unis depuis quelques années, celui de l'emergence de milliers de petits groupes d'action, comme les comités de quartier, qui sont en même temps une critique en actes des organisations de toutes sortes depuis longtemps hiérarchisées, subventionnées conditionnellement, récupérées dans le cycle production-consommation, où ils cautionnent la farce libérale de la participation (fédérations de groupes de défense des consommateurs, coopératives de produits divers avec directeurs professionnels, bureaucratie et adhérents-consommateurs, collectifs de toutes sortes ect...). Les groupes qui naissent depuis quelques années se créent spontanément, par les gens concernés qui décident de lutter pour un ou plusieurs objectifs précis et limités, et qui se dissolvent une fois ceux-ci atteints.

' Mais les articles des Temps Modernes font un tel amalgame de tout ce qui se dit collectif ou coopératif que ce processus nouveau est noyé dans un discours dont le critère de base est encore l'apparence spectaculaire.

Passons sur les spéculations intellectuelles et mystiques d'un Jerry Rubin qui cherche la "pleine conscience", marchandise inépuisable.

L'article d'Anette Lévy-Willard sur les femmes aux Etats-Unis est déjà plus interessant, démontrant comment les pouvoir récupère et adopte le féminisme réformiste et le fameux "Equal Rights Amendment" est un bon exemple. Malgré cela l'institution famille parait fortement ébranlée, et les chiffres cités démontrent bien que de plus en plus de femmes-et d'hommes?-revendiquent de plus en plus d'autonomie dans tous les domaines.

L'article de Lebel est truffé de faits et de données importantes (588 grèves en même temps en 1974; le projet de "controle total de la population" etc) mais l'auteur confond là aussi mouvement révolutionnaire et élites autoproclamées. Il montre cependant qu'une tendance du pouvoir peut être démolie par une autre (sur la base de scandales par exemple) sans que le pouvoir lui-même soit déraciné : on peut même dire que ça permet de se transformer en renforcant le mythe de sa moralité et de son utilité. Pourtant, les 45% d'abstentions aux dernières élections pourrait signifier que la moitié des américains n'en ont rien à foutre de choisir leurs maîtres. A approfondir...

L'article de Zerzan, sur le refus du travail et des bureaucraties syndicales par de plus en plus de travailleurs, est probablement le plus interessant (2).

Le Titre des textes qui suivent (organisation autonome des luttes du mouvement Noir ouvrier) ne correspond pas au contenu mais les faits décrits (Détroit) sont significatifs d'une combativité ouvrière si souvent niée par ailleurs...

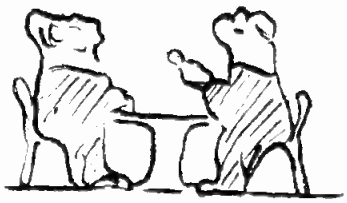
David M. Gordon nous parles ensuite de "la crise actuelle dans la sphère de la production" et de ses conséquences pour les travailleurs, et de la réaction de ces derniers, mais son analyse demeure très économiste et trop brève.

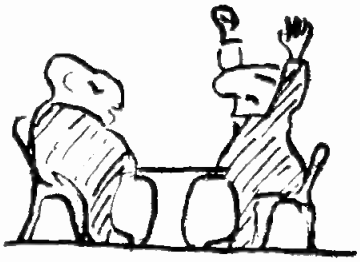
L'article de Robert L.Allen se veut un bilan du mouvement de libération de la population noire. On y comprend bien que ce mouvement a produit des élites, en particulier marxistes-léninistes, et que l'Etat a dû à la fois réprimer les tendances qui le remettaient en question trop violemment (actuellement les Black Panthers sont devenu les supporters officiels de démocrates!) et encourager

les capitalistes et les élus noirs, tout cela dans un discours sur la désségrégation et l'égalité, mais cet article ne nous parle pas de l'essentiel, c'est-à-dire de l'autonomie que peuvent acquérir des mouvements spécifiquement noirs, ou bien des luttes ouvrières où de plus en plus les Noirs, les Blancs ou les gens d'autres minorités opprimés combattent ensemble, à égalité, par et pour eux-mêmes. Le texte de Philip Agee sur les services secrets américains et particulièrement sur la CIA ne fait que préciser des informations que l'on trouve depuis des mois dans la presse officielle. Le réformisme qui sous-tend le texte ne doit pas noud empêcher de lire toutes des précisions sur la machine de guerre américaine. Bref, à part l'article de Zerzan et quelques brides d'analyse dans un ou deux autres textes, ce livre ne me parait positif et intéressant que par le nombre des informations limitées et concrètes qu'il peut apporter au lecteur.

(1) en plus des livres cités p 13 :"The labor s" de Sydney Lens - 1973 New-York Rank and File d'Alice et Stanghton Lynd. 1973 et foule d'autres brochures et livres

(2) "Un conflit décisif" de John Zerzan disponible à Echanges.





Qui est la patron
Qui est le président
du syndicat?

PROBLEMES DES SYNDICATS AUX U. S.A

L'image des syndicats aux U.S.A., c'est celle donnée par Georges Meany, président de l'AFL-CIO déclarant dans un discours à l'Association Nationale des Industriels en I956 : "JE N'AI JAMAIS PARTICIPE A UNE GREVE DE MA VIE... JE N'AI JAMAIS DONNE L'ORDRE A PERSONNE DE DECLANCHER UNE GREVE, JE N'AI JAMAIS RIEN EU A FAIRE AVEC UN PIQUET DE GREVE... EN DERNIERE ANALYSE, IL N'Y A PAS GRANDE DIFFERENCE ENTRE LES CHOSES DONT JE M'OCCUPE ET CELLES DONT S'OCCUPE L'ASSOCIATION NATIONALE DES INDUSTRIELS".

Une bonne illustration de la fonction ainsi bien définie du syndicat dans le capitalisme moderne, on la trouve d'abord dans les grèves sauvages extrêmement fréquentes aux U.S.A. : une brochure "Grève Sauvage, Dodge camions, juin I974" (I) illustre bien cette répression directe contre la base : tout simplement, les appareils syndicaux accomplissent eux-mêmes parfois directement et physiquement ce que les flics font ailleurs; personne ne songe ici à préserver la façade du syndicat "ouvrier" absolument sans tache.

Une autre illustration de cette fonction syndicale c'est la répression plus quotidienne et plus sournoise menée par les dirigeants patronaux et syndicaux contre le "refus du travail" (capitaliste bien sûr) de tous les exploités. La brochure de J. Zerzan : les organisations syndicales combattent la révolte contre le travail (2) essaie de montrer comment les syndicats s'associent au patronat pour tenter d'endiguer les modifications de comportement face au travail qui font dangereusement chuter la productivité du capital.

Dans les grèves des mines de charbon en I975 et I976 (voir l'article qui précède), le syndicat, l'UMWA, tout autant bureaucratisé et intégré dans sa fonction capitaliste conserve une certaine base "syndicale" réelle en raison des conditions particulières de la profession (grande dispersion des mineurs cohésion professionnelle); la bureaucratie locale peut et sait habilement jouer sa situation charnière, la base contre l'appareil, l'appareil contre la base selon les situations. On peut trouver d'autres exemples dans d'autres syndicats.

(I) publié en anglais par Black an Red et Solidarity (londres) sera bientôt disponible en français (Echanges).
(2) texte paru dans Télos (USA), publié en brochure par Solidarity (Londres) disponible en français à Echanges.

L'article qui précède sur les "farm-workers" relate une autre réalité syndicale. La syndicalisation parait être l'aboutissement de la dure lutte des ouvriers agricoles pour limiter leur exploitation forcenée. Mais l'aboutissement tout aussi inéluctable, c'est la transformation rapide de ce syndicat de masse en un syndicat traditionnel par son affiliation à l'AFL-CIO et son alignement sur les modèles cités plus haut. On peut trouver des situation et des luttes indentiques avec la même évolution lors des transferts de l'industrie du Nord des U.S.A. vers le Sud. Ces exemples permettent de comprendre dans un raccourci comment le syndicat a pris d'emblée sa fonction poussé par les luttes contre l'exploitation capitaliste et comment il lui est impossible d'échapper à cette évolution quelles que soient les intentions de ceux qui luttent.

Ces quelques exemples, loin de prouver une quelconque possibilité de transformation des syndicats confirment au contraire que les syndicats ne peuvent être autre chose que ce qui a été décrit dans les textes cités ci-dessus. Depuis logntemps, le syndicat aux U.S.A. n'a plus à lutter pour son existence et pour s'imposer à des patrons de choc du type Ford dans les années 20. Mais il est menacé par une autre voie qui est la conséquence même de son intégration et de sa fonction. Dans la presse, un certain niveau des techniques conduit maintenant à l'éliminer car il devient un rouage inutile et encombrant pour le profit capitaliste. Ailleurs, le gigantisme et l'automatisation rendent nécessaire son intégration encore plus poussée dans l'appareil capitaliste; ma' en même temps, cet éloignement de la base lié aux conséquences des nouvelles techniques elles-mêmes fait que la basese détache du syndicat et tend à agir par elle-même, c'est à dire que le syndicat est de moins en moins à même de remplir sa fonction essentielle.

Dans l'appareil de production capitaliste, le syndicat - et son coût comme partie des coûts de production au même titre que n'importe quel service - n'a de sens que s'il est "productif" c'est à dire si son coût est "rentable". Sinon, la rationalité capitaliste conduit à sa suppression et à son remplacement par quelque chose d'autre plus efficace. C'est ce même principe qui a commandé d'abord la répression du syndicat; puis son ascension et ses transformations, tout cela étant commandé par les transformations structurelles du capital. D'emblée la fonction du syndicat était toute tracée, mais dans certaines entreprises, il apparaissait moins une nécessité parce que sa rentabilité n'était pas évidente vu le niveau des techniques de production. Ce même principe peut tout autant commander aujourd'hui l'élimination du syndicat, mais d'une manière totalement différente de celle de la période de montée des syndicats. Simplement parce que l'autonomie ouvrière rend inefficace ce rouage dans le système comme intermédiaire pour la fixation du coût du travail. A notre avis, les tentatives de "démocratisation" et de définir une nouvelle idéologie syndicale (autogestion par exemple) répondent à cette situation.

On peut se poser ces questions à propos d'une modification radicale de la politique suivie jusqu'alors (pour son plus grand profit) par la General Motors depuis 40 ans à l'égard des syndicats (principalement celui de l'automobile l'UAW) à l'occasion de la mise en route d'une nouvelle usine du trust à CLINTON (Mississipi) (I).

Jusqu'à présent, GM avait reconnu l'UAW comme l'intermédiaire agrée pour ses 400 000 ouvriers : syndicat et firme avaient construit ce qui était considéré comme un modèle des relations syndicat-management. GM a refusé d'appliquer ce modèle dans sa nouvelle usine "Packard Electric Division" de CLINTON édifiée il y a maintenant 2 ans.

(I) les faits cités sont extraits du Wall Street Journal -4/6/I976
"Conflict in Clinton" - John R. Emshwiller.

national Union of Electrical workers) avaient vocation pour "organiser" cette usine. Mais ils trouvèrent l'obstruction de la direction et une intense propagande patronale utilisant tous les médias et décrivant les dirigeants syndicaux comme des vautours et des gangsters, s'opposant par tous moyens au transfert des industries vers le sud pour conserver leurs bases au Nord. Tout cela ne correspondait que trop bien à la réalité, une réalité que les travailleurs connaissaient bien, ce qui interdisait aux syndicats de mobiliser la "base" pour tenter de s'implanter comme ils avaient pu le faire dansle passé. (1)
L'intérêt de GM d'échapper à l'accord syndical est évident : il paie les ouvriers de Clinton I dollar 05 de l'heure de moins que dans le Nord (5) mais les 5 dollars 10 de l'heure (25 F 50) qu'ils gagnent sont encore largement supérieurs aux salaires payés dans le Mississipi (plus de la moitié des ouvriers de l'usine sont des noirs, ce qui n'est guère différent des usines d'automobile du Nord)

Toute une polémique s'est engagée pour "conquérir" la base, les syndicats usant des mêmes méthodes que les patrons pour persuader les ouvriers qu'avec eux, ce serait mieux. Il y eut deux votes successifs pour savoir si oui ou non les ouvriers acceptaient la domination syndicale en plus de celle de la direction : 53 % refusèrent une première fois, 68 % la seconde fois.
Dans cette affaire, les arguments volaient bas comme n'importe quelle compétition électorale... Mais les dirigeants de l'usine avaient appuyé les leurs d'une augmentation de 62cents (3,10 F) de l'heure) Un des ouvriers a déclaré : "J'ai une meilleure paie, des avantages et je suis bien mieux considéré. Mieux que je n'ai jamais été auparavant "Mais il ajouta aussitôt "Aussi longtemps que nous serons bien traités, je resterai avec eux". D'autres ouvriers sont d'accord pour dire quela GM a réussi en réalisant ce qui est décrit comme un effort majeur pour améliorer et personnaliser la manière dont les ouvriers sont traités dans la nouvelle usine. Un autre ouvrier prétend que la GM a créé un "sens d'égalité" qui manque dans les usines Ford du Michigan où il a travaillé auparavant, usines dominées par l'UAW. La direction de Clinton pratique aussi la politique de la "porte ouverte" pour les ouvriers qui désirent parler de leurs problèmes....

L'UAW a affirmé pour sa part qu'elle tenterait de nouveau de reconquérir ce qu'elle considère comme des territoires à dominer : les nouvelles usines GM du Sud

On peut se demander si cette politique "anti-syndicale" est seulement mise en place comme l'affirme les syndicats pour "réduire les coûts et accroître la souplesse de fonctionnement". Les mutations de fonctionnement et le développement de nouvelles formes de lutte, l'incapacité pour les syndicats absorbés par le système de régler ce problème majeur de la production capitaliste moderne ne conduisent ils pas plutôt à des rapports directs travail-capital dans lequel les intermédiaires deviennent non seulement inutiles mais aussi encombrants.
(I) A l'entrée del'usine un cercle rouge:"Frotte, s'il devient bleu, les promesses des syndicats deviendront la vérité"

QUELQUES GROUPES ET ADRESSES AUX U.S.A.

Il y a une infinité de groupes et de publications partout aux USA. Des groupes traditionnels marxistes (divers partis socialistes, communistes, trotskystes, maoistesavec autant de variétés qu'en France) ou anarchistes (avec tout autant de sectes qu'ailleurs). D'autres groupes dérivant de ces traditions (par exemple Internationalism marxiste luttant pour les conseils ouvriers ou autour de Murray Bookchin anarchiste orienté vers l'écologie et les mutations technologiques dont plusieurs ouvrages sont traduits en français). D'autres, plus inclassables cherchent à percer tel ou tel aspect du développement capitaliste ou à agir dans telle ou telle voie (tel Upshot, groupe de San Fransisco auquel participe J. Zerzan)
Les groupes cités sont ceux que nos camarades ont contacté aux USA. Si on peut dire

qu'ils sont relativement proches, le fait qu'on les cite n'implique ni un accord, ni une recommandation. Si tu veux aller plus loin, tu peux leur écrire ou nous écrire pour avoir une liste plus exhaustive des groupes divers ou de publications (les numéros de Synthesis - adresse ci-dessous - donnent en particulier des listes des groupes non traditionnels avec un résumé de leurs préoccupations) A toi de démêler dans tout cela ce qui te convient en te souvenant que les groupes ce n'est pas les luttes.

Black and Red : Box 9546, Detroit, Michigan, 48 202, U.S.A.
Publications : - Hungary 56, Wildcat (Dodge Truck, Juin 74), Revolt in Socialist Yugoslavia (Juin 68), The incohérence of the intellectual (Fredy Perlman, 1970), The reproduction fo daily life (1969), Worker-Student action committes (France, May 68), Unions Against Revolution : two essays (1975), etc...

Fifth Estate : C'est le nom d'un journal mensuel publié par un groupe dont les membres tiennent aussi une librairie où l'on trouve la plupart deslivres et documents radicaux : "Ammunition Bookshop", 4403, Detroit, Michigan, 48 201.

News and Letters: C'est le nom d'un groupe et de son journal mensuel ; Il se définit comme "marxiste et humaniste" et est présidé par Raya Dunayevskaya : 1900 E. Jefferson, Detroit Michigan, 48 207.

Root and Branch: P.O. Box 236, Somerville, M.A. 02 143.

Solidarity Newsletter ; Synthesis :
Philadelphia Solidarity, Box 13 0II, Philadelphia, P.A. 19 I0I,

Synthesis, P.O. Box 1858, San Pedro, C.A.90 733.

A world to win : C'est le titre de la plate-forme théorique d'un groupe de San Francisco qui prévoit d'éditer un bulletin prochainement : P.O. Box 1587, San Francisco, C.A. 94I0I. plate forme en anglais disponible à Echanges

A Albuquerque : New Mexico, Libertarian Socialist Center 106 Girard S.E. ALBUQUERQUE New Mexico 87106.

:-

FIN DES NOTES CRITIQUES SUR LE NUMERO SPECIAL DES TEMPS MODERNES

les capitalistes et les élus noirs, tout cela dans un discours sur la déségrégation et l'égalité, mais cet article ne nous parle pas de l'essentiel, c'est-à-dire de l'autonomie que peuvent acquérir des mouvements spécifiquement noirs, ou bien des luttes ouvrières où de plus en plus les Noirs, les Blancs ou les gens d'autres minorités opprimmées combattent ensemble, à égalité, par et pour eux-mêmes.
Le texte de Philip Agee sur les services secrets américians et particulièrement sur la CIA ne fait que préciser des informations que l'on trouve depuis des mois dans la presse officielle. Le réformisme qui sous-tend le texte ne doit pas nous empêcher de lire toutes ces précisions sur la machine de guerre américaine
Bref, à part l'article de Zerzan et quelques bribes d'analyse dans un ou deux autres textes, ce livre ne me parait positif et intéressant que par le nombre des informations limitées et concrètes qu'il peut apporter au lecteur.

1) en plus des livres cités p 13 :"The labor s" de Sydney Lens - 1973 New York Rank and File d'Alice et Stanghton Lynd. 1973 et foule d'autres brochures et livres
2) " Un conflit décisif" de John Zerzan disponible à Echanges.